

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève
20^{ÈME} ANNIVERSAIRE

2019 RAPPORT ANNUEL

RENFORCER LA SÉCURITÉ DES CITOYENS AU
MOYEN DE SERVICES DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE
EFFICACES ET RESPONSABLES



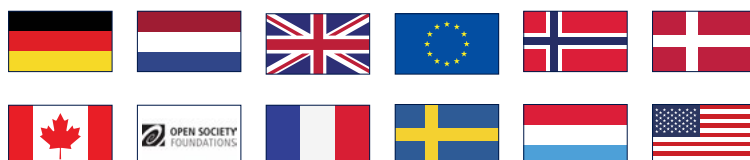
Merci

à tous nos généreux donateurs, sans lesquels le DCAF ne pourrait accomplir sa mission.

Nous remercions tout particulièrement nos principaux bailleurs de fonds : la Suisse, la Suède et le Liechtenstein. Leur confiance nous permet d'anticiper, d'innover et d'évoluer.



Nous exprimons également toute notre reconnaissance aux donateurs qui apportent un soutien considérable à des projets et programmes précis : l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Norvège, le Danemark, le Canada, les fondations Open Society, la France, la Suède, le Luxembourg et les États-Unis.



Enfin, nous tenons à remercier l'Autriche, la Belgique, la France, la Norvège et la Suisse pour leur précieuse contribution en nature, généralement sous forme de personnel détaché et d'experts.



Avant-propos du Directeur



Au sein du DCAF, nous avons la conviction que l'appropriation locale d'un processus de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS), soucieux de n'exclure aucune partie, est l'un des piliers fondamentaux du développement et de l'instauration d'une paix durable. En 2019, nous avons œuvré en ce sens au moyen de projets, de conseils et d'activités de renforcement des capacités mis en place avec le concours de partenaires répartis dans plus de 80 pays. Nous avons travaillé en collaboration avec des donateurs bilatéraux et des organisations intergouvernementales afin de faciliter la diffusion des enseignements tirés de notre expérience dans le monde entier. Nous avons donné aux organisations de la société civile les moyens de participer à des dialogues sur la politique de sécurité organisés à l'échelle nationale ou régionale et nous avons aidé nos partenaires nationaux à élaborer et mettre en œuvre des réformes, y compris des cadres politiques et juridiques au niveau national. Grâce à la mobilisation d'un large éventail de parties prenantes à tous niveaux, nous avons pu optimiser nos ressources, déceler et encourager des synergies entre partenaires, ouvrant ainsi la voie à davantage de réformes durables.

Comme illustré dans le présent rapport, nous nous sommes attachés tout au long de l'année 2019 à consolider nos partenariats et à intensifier nos activités en Europe et en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi que dans la région Asie-Pacifique. Vous découvrirez dans ce rapport une partie des approches innovantes que nous avons élaborées pour faire face aux défis sécuritaires nouveaux et naissants qui caractérisent plusieurs de ces régions, en particulier dans les États en situation de fragilité ou touchés par des conflits.

En Afrique de l'Ouest, nous avons renforcé notre présence sur le terrain et lancé une nouvelle phase du projet du DCAF sur le Sahel dans le but d'affermir la gouvernance, la supervision et le contrôle du secteur de la sécurité dans la région. Au Yémen, nous avons entamé une série de concertations ouvertes afin d'aboutir à une interprétation commune de la réforme du secteur de la sécurité et des besoins futurs en matière de gouvernance qui conduirait les belligérants à déposer les armes et à soutenir le processus de consolidation de la paix placé sous l'égide des Nations Unies. En Macédoine du Nord, nous avons apporté notre soutien à une conférence de haut niveau sur la réforme des services de renseignement – la première en son genre – et publié un manuel destiné à aider les juges et les procureurs à appliquer les nouvelles normes de contrôle relatives au secteur du renseignement.

Depuis sa création il y a 20 ans, le DCAF travaille en étroite collaboration avec de nombreuses organisations multilatérales. Nous n'avons pas dérogé à cette règle en 2019. En coopération avec le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité des Nations Unies, nous avons publié un éminent recueil d'essais décrivant comment des acteurs de la GSS/RSS mettent leurs connaissances pratiques au service de la résolution de problèmes d'ordre politique.

Dans le cadre de l'Initiative Elsie, l'un de nos projets multilatéraux phares, nous avons mis au point une méthode permettant de déceler au sein des pays fournisseurs de contingents et de forces de police les entraves à une participation accrue des femmes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, ainsi que les possibilités en la matière. Désormais testée dans huit pays, elle débouchera sur des recommandations fondées sur des données probantes afin d'amener un changement durable et en profondeur. Toujours en 2019, nous avons eu l'honneur d'être désignés partenaire d'exécution privilégié de l'initiative pionnière des Principes volontaires relatifs à la sécurité et aux droits de l'homme. En outre, grâce au mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits de l'homme du DCAF, nous avons appuyé la formation de groupes multipartites innovants en République démocratique du Congo, au Nigeria et au Pérou. Ces groupes sont composés de représentants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile. Ils s'emploient à prévenir les conflits et à créer des conditions propices au développement.

Grâce aux solides relations stratégiques que nous avons établies avec des partenaires bilatéraux et des organisations multilatérales telles que les Nations Unies, l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou l'Union africaine, nous avons pu mener à bien différentes initiatives visant à améliorer et à harmoniser leurs programmes en matière de GSS/RSS, notamment dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Si les pages suivantes vous donnent envie d'en savoir plus, je vous invite aussi à consulter le 2019 Performance Report à l'adresse www.dcaf.ch.

En 2019, le DCAF a également procédé à un examen interne et poursuivi son évolution en tant qu'organisation. Nous avons investi dans le capital humain du Centre et affiné nos opérations afin de faire face aux défis du changement et de l'expansion. Dans le cadre de ce processus, nous avons changé d'identité visuelle et modifié notre nom pour mieux traduire l'évolution et l'élargissement de la notion de GSS/RSS.

À l'heure de clore le chapitre de l'année 2019, nous nous tournons avec enthousiasme vers l'année 2020. Elle marquera le 20^e anniversaire du DCAF mais aussi l'inauguration d'une nouvelle stratégie sur cinq ans qui, forts d'une ambition et d'une détermination renouvelées, nous fera entrer dans une troisième décennie d'action au service de l'innovation et des meilleures pratiques en matière de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité.

Thomas Guerber
Directeur, Ambassadeur

Table des matières

Mission	5
Appui aux partenaires nationaux	9
Afrique subsaharienne	10
Moyen-Orient et Afrique du Nord	14
Europe et Asie centrale	18
Asie-Pacifique	22
Amérique latine et Caraïbes	26
Mécanismes de financement commun	30
Aide aux acteurs internationaux	31
Partenaires bilatéraux	32
Partenaires multilatéraux	39
Contribuer à l'élaboration d'une stratégie internationale	43
Politiques et recherche	44
Genre et sécurité	48
Secteur privé et sécurité	52
Ressources et Gouvernance	56

Mission

Depuis 2000, le DCAF s'emploie à améliorer la gouvernance des secteurs de la sécurité au moyen de réformes participatives soucieuses de n'exclure aucune partie et fondées sur les normes internationales et les bonnes pratiques. La gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité sont pour nous des piliers essentiels de la paix et du développement durable.

Principes



Contrôle démocratique

Le DCAF considère que l'état de droit est un élément essentiel de la bonne gouvernance.



Droits de l'homme

Ils sont au cœur de l'action du DCAF, au même titre que l'égalité des genres.



Appropriation locale

Les besoins des partenaires du DCAF et des populations touchées demeurent notre première préoccupation.



Impartialité

S'il défend la démocratie, le DCAF ne prend jamais parti sur le plan politique.



Le DCAF aide à améliorer les modes de gouvernance du secteur de la sécurité au niveau national.



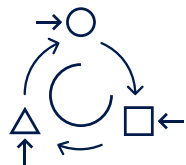
Le DCAF oriente l'élaboration de mesures de gouvernance du secteur de la sécurité à la fois efficaces et viables.



Le DCAF favorise l'adoption au niveau national de réformes globales, participatives et intégrant la dimension du genre.



Le **secteur de la sécurité** se compose de toutes les personnes, institutions et structures qui influent sur la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité et des États ainsi que des services de justice.



La **réforme du secteur de la sécurité (RSS)** est le processus qui consiste à améliorer les modes de prestation, de gestion et de contrôle des services de sécurité. Elle a pour objectif de créer des conditions propices à l'application des principes de bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité.



La **bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS)** respecte les principes de bonne gouvernance pour ce qui concerne la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité. Elle se veut responsable, transparente, participative, réactive et efficace.

Pour ce faire, le secteur de la sécurité se doit d'agir dans le cadre d'un contrôle civil et démocratique et dans le respect de l'état de droit, de l'égalité des genres et des droits de l'homme.

Le DCAF dans le monde

Depuis sa création en 2000, le DCAF soutient des projets et dispense des conseils et des avis spécialisés à des partenaires nationaux et internationaux dans plus de 80 pays.

Afrique subsaharienne

1. Afrique du Sud
2. Burkina Faso
3. Éthiopie
4. Gambie
5. Ghana
6. Guinée
7. Kenya
8. Liberia
9. Madagascar
10. Mali
11. Niger
12. Nigeria
13. République démocratique du Congo
14. Sénégal
15. Somalie
16. Soudan
17. Tanzanie
18. Zambie

Moyen-Orient et Afrique du Nord

19. Iraq
20. Jordanie
21. Liban
22. Libye
23. Maroc
24. Territoires palestiniens occupés
25. Tunisie
26. Yémen

Europe et Asie centrale

27. Allemagne
28. Albanie
29. Arménie
30. Autriche
31. Bosnie-Herzégovine
32. Danemark
33. Espagne
34. Finlande
35. France
36. Géorgie
37. Irlande
38. Kirghizistan
39. Kosovo*
40. Moldavie

41. Monténégro
42. Macédoine du Nord
43. Norvège
44. Pays-Bas
45. Royaume-Uni
46. Serbie
47. Slovaquie
48. Slovénie
49. Suède
50. Suisse
51. Tadjikistan
52. Ukraine

Amérique latine et Caraïbes

53. Belize
54. Colombie
55. Costa Rica
56. El Salvador
57. Guatemala
58. Honduras
59. Mexique
60. Pérou
61. Trinité-et-Tobago
62. Uruguay

Asie-Pacifique

63. Afghanistan
64. Bangladesh
65. Cambodge
66. Chine
67. Corée du Sud
68. Inde
69. Indonésie
70. Japon
71. Malaisie
72. Maldives
73. Mongolie
74. Myanmar
75. Népal
76. Pakistan
77. Philippines
78. Sri Lanka
79. Taïwan**
80. Thaïlande
81. Timor-Leste

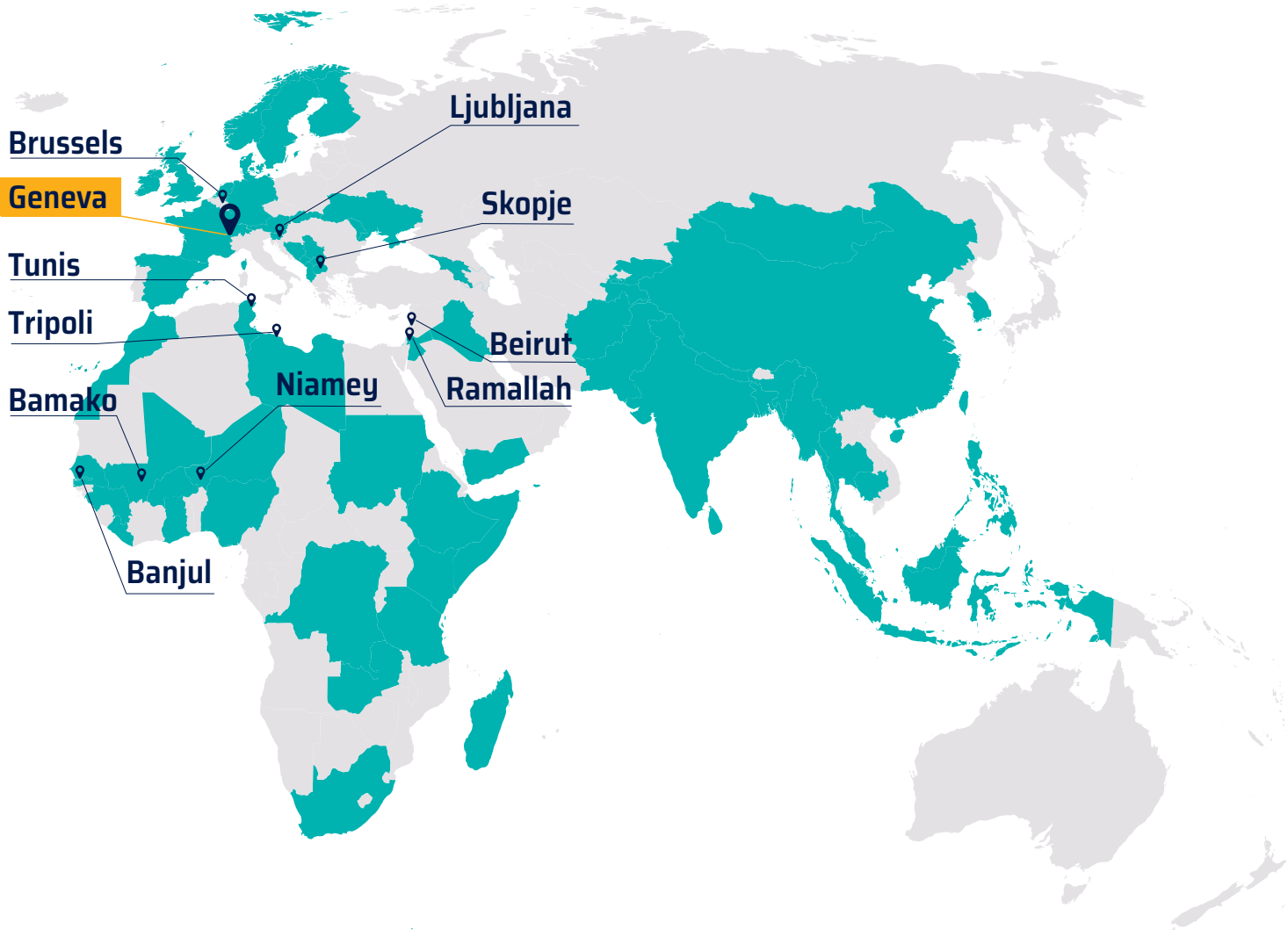
Amérique du Nord

82. Canada



* Le parlement du Kosovo a proclamé l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Si 37 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo à la date de publication du présent rapport, il est à noter que 26 États membres ne l'ont pas acceptée et continuent, s'agissant du Kosovo, à suivre les directives de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

** En 1971 les Nations Unies ont reconnu Taïwan comme une province de la Chine.



Bureaux du DCAF

Le DCAF a des bureaux à Bamako, Banjul, Beyrouth, Bruxelles, Ljubljana, Niamey, Ramallah, Skopje, Tegucigalpa, Tripoli et Tunis.



Contrôle parlementaire



Genre et sécurité



Réforme de la police et des services de maintien de l'ordre



Réforme et développement de l'intégrité du secteur de la défense



Gestion des frontières



Réforme du secteur de la justice



Gestion des services de renseignement



Organes de contrôle indépendants



Secteur privé et sécurité



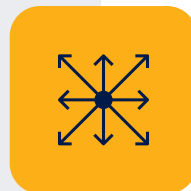
Société civile et contrôle du secteur de la sécurité

EXPERTISE

Le DCAF bénéficie de 20 années d'expérience sur le terrain en matière d'élaboration de stratégies, de gestion de programmes, de coordination et de négociations politiques quant aux processus de RSS.

PARTENAIRES

Le DCAF collabore avec l'ensemble des acteurs de la sécurité.



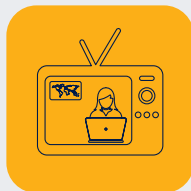
Organisations multilatérales



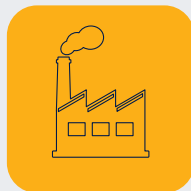
Ministères



Parlements



Médias



Secteur privé



Société civile



Institutions de médiation



Agences de développement



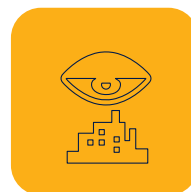
Police



Forces armées



Police aux frontières



Services du renseignement



Justice

Appui aux partenaires nationaux

Le DACF aide les partenaires nationaux à élaborer et mettre en œuvre des réformes participatives et soucieuses de n'exclure aucune partie afin de renforcer l'efficacité et la responsabilisation en matière de prestation de services de sécurité.

Afrique subsaharienne

Le DCAF a renforcé sa présence opérationnelle au Sahel avec l'ouverture de bureaux à Bamako et Niamey et avec le lancement d'un nouveau programme régional visant à élargir ses activités au Burkina Faso. Le Centre a apporté un soutien stratégique crucial à la Gambie prévoyant notamment l'élaboration d'une approche factuelle en appui aux processus de RSS mis en place pendant la transition démocratique du pays.



Les priorités du DCAF dans la région

Donner des conseils stratégiques et juridiques aux organismes publics chargés de la gestion et de la supervision des services de sécurité afin de favoriser des réformes du secteur de la sécurité respectueuses des principes démocratiques et des droits de l'homme.

Apporter un soutien technique aux institutions de sécurité afin de renforcer les dispositifs de contrôle internes destinés à accroître l'efficacité et la responsabilisation.

Faciliter l'accès de la société civile afin d'optimiser l'élaboration de politiques et de programmes de réforme des services de sécurité par les autorités nationales ainsi que le suivi de leur mise en œuvre.

Fournir des conseils ciblés, fondés sur des données empiriques, pour éliminer les préjugés sexistes et mettre en place des mécanismes visant à promouvoir l'égalité des genres au sein des institutions de sécurité.

À Bamako, Boubacar Keita et Diam Boubacar Ly, deux intervenants de la société civile, discutent au terme d'une réunion avec WANEP, partenaire national du DCAF.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Suivi et évaluation de la Stratégie nationale de sécurité intérieure

NIGER

Le DCAF a fourni un appui technique spécialisé au Comité de suivi et d'évaluation de la Stratégie nationale de sécurité intérieure (SNSI). Ce comité, en collaboration avec des partenaires techniques et financiers, a réalisé un examen approfondi de la SNSI et de sa mise en œuvre, ce qui a permis de définir les objectifs et le d'actions plans pour la période 2020-2021. Ce bilan, évalué au cours de plusieurs forums et réunions de haut niveau, a mis en évidence l'importante contribution de l'État nigérien dans la mise en œuvre de cette stratégie.

Avec le soutien financier de l'Allemagne

Renforcement de l'obligation de rendre compte des forces de sécurité

MALI

Le DCAF a appuyé l'élaboration et la validation d'un Manuel d'enquête administrative pré-disciplinaire qui a fait suite à un audit réalisé en 2018, ainsi que l'élaboration de procédures internes à l'intention de l'Inspection des services de sécurité et de la protection civile (ISSPC) du Mali. Ce manuel a été rédigé par des agents de l'ISSPC avec le soutien de spécialistes du DCAF. Il a pour objet d'aider l'ISSPC dans l'exécution d'opérations courantes lors de missions sur le terrain. Il permet à ses utilisateurs d'identifier les problèmes, de mener des enquêtes fiables et de suivre les procédures disciplinaires. La réalisation de ce manuel représente une avancée importante pour l'ISSPC qui dispose dorénavant des guides pratiques et des outils de référence relatifs aux enquêtes pré-disciplinaires.

Avec le soutien financier des Pays-Bas



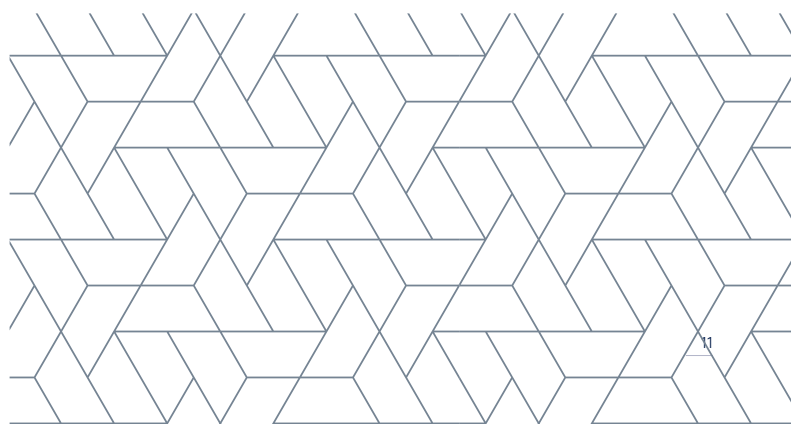
Les groupes de la société civile jouent un rôle crucial dans la réforme du secteur de la sécurité.

Lutte contre les violences à caractère sexiste

NIGER

La direction de l'École nationale de police et de la formation permanente a sollicité l'aide du DCAF à la suite d'une évaluation menée par le Centre ayant mis au jour des cas de violences à caractère sexiste au sein de l'institution. Le DCAF a contribué à l'élaboration d'une politique de lutte contre ce phénomène et a entrepris une étude à l'échelle régionale pour en évaluer l'ampleur et en comprendre les causes profondes. Cette étude a permis à un groupe de travail d'élaborer cette politique et de proposer une panoplie d'outils complémentaires.

Avec le soutien financier de la Security Governance Initiative (Département d'État américain)



Un processus de RSS fondé sur des données probantes

GAMBIE

Le DCAF a réalisé des études et des collectes de données ciblées afin de garantir la mise en œuvre d'une approche factuelle du programme de réforme du secteur de la sécurité. Ces études comprenaient notamment une évaluation des ressources humaines des forces de sécurité - à savoir l'armée, la police, les services d'immigration, les services du renseignement et les ministères de tutelle - destinée à étayer la réflexion stratégique sur la manière de redistribuer ou d'ajuster les capacités, une évaluation de l'intégration de la dimension de genre dans le secteur de la sécurité et une étude de l'image du secteur aux yeux des citoyens. Le DCAF a privilégié une approche globale et non exclusive et s'est penché sur la nécessité d'aborder la question de la RSS en tenant compte de processus de réforme connexes et parallèles, à savoir la justice transitionnelle et la réforme constitutionnelle. Le Centre a aidé ses partenaires gambiens à lancer une campagne nationale de sensibilisation à la RSS après que l'étude eut révélé que plus de 80% de la population ignorait tout du processus de RSS.

Avec le soutien financier de l'Union européenne



Pour porter ses fruits et s'inscrire dans la durée, tout processus de GSS/RSS doit tenir compte des besoins des femmes.



Enseignements tirés de l'expérience d'anciens membres du parlement

LIBERIA

En étroite collaboration avec un prestataire de services local, Media Hub Liberia, le DCAF a réalisé des entretiens auprès d'anciens parlementaires afin de recueillir des témoignages et conseils au moyen de courtes séquences vidéo. En 2020, le Centre organisera une projection publique en présence de parlementaires et d'assistants des deux Chambres, suivie d'un débat interactif entre les participants.

Avec le soutien financier du PNUD Liberia

Formation d'agents des forces de sécurité gambiennes à la notion de bonne gouvernance.



Recensement des principaux acteurs du contrôle du secteur de la sécurité

LIBERIA

Le DCAF a achevé le recensement des principaux acteurs du contrôle du secteur de la sécurité et des membres du corps législatif du Liberia. Remis aux parlementaires, ce document présente brièvement les principaux acteurs du contrôle du secteur de la sécurité et propose d'éventuelles améliorations sur leurs rapports avec la 54e législature.

Avec le soutien financier du PNUD Liberia

Instauration d'une relation de confiance entre la population et les forces de sécurité

MADAGASCAR

En 2019, le DCAF a lancé un nouveau projet visant à créer un climat de confiance entre les citoyens et les forces de sécurité à Madagascar. Ce projet comprend deux grands volets. Le premier consiste à promouvoir l'éthique et l'intégrité au sein des forces de sécurité (au moyen d'un dispositif de contrôle interne et de la révision du Code de déontologie). Le second vise à encourager la mise en place d'une police de proximité en élaborant une stratégie nationale commune à la police et la gendarmerie ainsi que des modules de formation continue. Des représentants de l'armée ont participé à certaines des activités.

Avec le soutien financier du ministère français des Affaires étrangères et de l'Organisation internationale de la francophonie

Élaboration d'outils pédagogiques pour favoriser le contrôle démocratique et la responsabilisation

NIGERIA

Le DCAF a élaboré des outils pédagogiques pour aider les parlementaires et les fonctionnaires de l'Assemblée nationale, ainsi que les organisations de la société civile (OSC), à exercer leur fonction de contrôle du secteur de la sécurité, y compris en ce qui concerne les questions budgétaires. Ces outils pédagogiques comprenaient trois ouvrages : un outil d'auto-évaluation à l'intention des parlementaires, un manuel d'orientation à l'intention des personnes en poste et un guide d'information à l'intention des OSC participant au contrôle du secteur de la sécurité.

Avec le soutien financier de Conflict, Security and Stability Fund (CSSF), Royaume-Uni



Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le DCAF a continué de soutenir la transition vers la démocratie de plusieurs pays de la région et a étendu ses activités pour contribuer à la résolution du conflit et à la consolidation de la paix au Yémen. Il s'est employé à faire de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité une priorité des programmes de réforme et à répondre à des besoins définis au niveau local au moyen de solutions adaptées à chaque situation particulière, soucieuses de n'exclure aucune partie. Son action fait progresser la sécurité humaine en promouvant la gouvernance démocratique, l'état de droit et le respect des droits de l'homme.



Les priorités du DCAF dans la région

Accroître l'efficacité du contrôle du secteur de la sécurité en renforçant les capacités des parlementaires, des organes de contrôle indépendants et de la société civile.

Aider les autorités nationales et locales à remédier à des déficits structurels afin de renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité.

Promouvoir le respect des droits de l'homme, la prévention de la torture et des mauvais traitements et favoriser la résolution des conflits ainsi que la consolidation de la paix grâce à un dialogue non exclusif sur la réforme du secteur de la sécurité.

Encourager l'intégration de la perspective de genre dans les secteurs de la justice et de la sécurité des pays de la région, lever les obstacles à l'égalité entre les genres et promouvoir la participation de la jeunesse.

Instaurer une relation de confiance entre les forces du secteur de la sécurité et la population est un élément clé d'une gouvernance efficace.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Obligation de rendre compte et droit d'accès à l'information

TUNISIE

L'accès aux informations sur les institutions de sécurité, y compris pour ce qui concerne les mesures prises ou les stratégies et actions mises en œuvre, est un outil essentiel pour accroître la responsabilisation et la transparence. Sur la base d'un protocole d'accord conclu entre le DCAF et l'Instance nationale d'accès à l'information (INAI), le Centre s'est attaché à renforcer la capacité de planification stratégique de l'INAI et ses connaissances dans certains domaines pertinents, comme la classification et la déclassification des informations. Ce partenariat vise à donner à l'INAI les moyens de garantir la mise en œuvre effective du droit d'accès à l'information et d'améliorer la transparence des pouvoirs publics.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Prévenir la délinquance juvénile et la radicalisation

TUNISIE

Renforcer la confiance entre le secteur de la sécurité et certains groupes marginalisés, notamment les femmes et les jeunes, est essentiel pour lutter contre les causes profondes de la violence et de la radicalisation et prévenir ces deux phénomènes. Le DCAF a travaillé en collaboration avec les autorités tunisiennes afin d'accroître l'accès des mineurs aux mécanismes de justice réparatrice et améliorer les conditions de détention des jeunes déjà incarcérés. Le Centre a également apporté son appui à la Délégation générale à la protection de l'enfance (DGPE) en renforçant la visibilité de l'institution, en faisant mieux connaître sa mission et en améliorant le contrôle des centres de détention pour mineurs.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)



La police redoublant d'efforts pour sécuriser les plages publiques. Elles sont souvent un facteur économique important pour la population.

Prévenir la torture et les mauvais traitements

MAROC

Depuis 2014, date de la ratification par le Maroc du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture de Nations Unies, le pays a fait de remarquables progrès dans la prévention de la torture et des mauvais traitements. En septembre 2019, il a également instauré un mécanisme national de prévention. Le DCAF a contribué au renforcement de la résilience et des capacités de prévention du système de justice pénale en apportant un soutien sur le long terme. Il a notamment travaillé en collaboration avec le personnel administratif de lieux de détention et des médecins légistes travaillant en milieu carcéral pour prévenir et déceler des cas de mauvais traitements. En 2019, le Centre a participé à la mise en place de mécanismes de contrôle interne au sein de l'administration pénitentiaire et au renforcement de la capacité du ministère public à enquêter sur des allégations de torture.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Appuyer l'amélioration des conditions de détention des détenus aux besoins particuliers

LIBYE

Les conditions de détention en Libye sont parmi les pires au monde et sont régulièrement dénoncées par les ONG et les observateurs. En 2019, le DCAF a dispensé une formation à la Police judiciaire libyenne (LJP) en charge des centres de détention du pays. Sous la direction de la LJP et en collaboration avec la Mission d'assistance aux frontières de l'Union européenne en Libye (EUBAM Libye), le Centre a également mené une évaluation conjointe des conditions de détention, laquelle a mis en évidence des lacunes importantes dans la gestion des « détenus aux besoins particuliers » (notamment les personnes en attente de jugement, les femmes et les mineurs). Pour y remédier, le DCAF a organisé une première séance de formation sur ce thème, avec le soutien de l'EUBAM.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Améliorer l'accès à la législation relative au secteur de la sécurité

LIBYE

La Base de données du DCAF sur la législation relative au secteur de la sécurité en Libye est un outil en ligne qui réunit toutes les lois régissant le secteur de la sécurité du pays. Elle a pour objectif d'aider les fonctionnaires d'État à garder une vue d'ensemble du cadre juridique extraordinairement complexe de ce pays, un héritage de l'ère Kadhafi. En libre accès, elle permet aux législateurs libyens, aux parties prenantes nationales et aux acteurs internationaux d'avoir une vue d'ensemble de la législation du secteur de la sécurité nationale, de comparer les lois, d'analyser les lacunes et les chevauchements, et de recenser les besoins en matière de réforme législative. Au terme de recherches approfondies sur la législation en matière de détention, le DCAF a également lancé la nouvelle Base de données sur le système de justice pénale libyen, un outil en ligne qui présente les quatre grandes composantes du système judiciaire libyen.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Renforcer la capacité du parlement en matière de contrôle du secteur de la sécurité

LIBAN

Tout parlement se doit de pouvoir demander des comptes à ses institutions de sécurité, de pouvoir prévenir les irrégularités de gestion et la corruption et d'élaborer une législation qui définisse clairement les responsabilités des prestataires de services de sécurité. En 2019, le DCAF a continué d'aider le parlement libanais en améliorant sa capacité en matière de réglementation et en renforçant le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité. Le Centre a également contribué à l'élaboration d'une stratégie triennale sur le contrôle parlementaire, laquelle a été approuvée par le parlement en août, et a commencé à soutenir la mise en œuvre de certaines activités fondamentales prévues au titre de cette stratégie.

Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères

Améliorer les relations entre les forces de sécurité et les communautés contribue à désamorcer les tensions et à prévenir la violence.



Encourager la transparence des secteurs de la sécurité et de la justice

LIBAN

En partenariat avec le Centre de médiation de l'Université Saint Joseph de Beyrouth, le DCAF a dispensé une formation sur les techniques de communication et de dialogue à l'intention des agents de la Direction générale de la sûreté générale (DGSG). L'objectif était de renforcer la communication au quotidien entre les forces de sécurité et les citoyens afin d'améliorer le dialogue, de désamorcer les tensions et d'établir une relation de confiance.

Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères

Soutenir les réformes en matière de gouvernance au sein des organismes de sécurité

TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

En 2019, le DCAF a mené des consultations et de vastes opérations d'évaluation des besoins afin d'étayer un programme de réforme des services de sécurité palestiniens. Ce programme est mené en partenariat avec le ministère palestinien de l'Intérieur et s'articule autour de quatre grands axes thématiques : planification, suivi et évaluation ; ressources humaines ; gestion des finances publiques ; plaintes. Le DCAF a constitué des équipes composées de membres du personnel de chaque organisme de sécurité. Le but du projet est de renforcer leurs capacités dans ces quatre domaines prioritaires.

Avec le soutien financier du ministère du Développement international du Royaume-Uni (DFID)

Aide à la mise en place d'un Mécanisme national de prévention (MNP)

TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

L'État de Palestine a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture des Nations Unies en 2017. Pour se conformer à ses obligations aux termes de ce protocole, la Palestine est tenue de mettre en place un Mécanisme national de prévention (MNP). Afin d'appuyer l'instauration d'un cadre indépendant, transparent et pluraliste en la matière, le DCAF a organisé des consultations entre le gouvernement, la société civile, le Comité contre la torture et le Sous-comité pour la prévention de la torture. Il a également dispensé des séances de formation à l'intention de la jeunesse palestinienne afin de lui faire découvrir le MNP.

Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères

La réforme du secteur de la sécurité au service de la consolidation de la paix

YÉMEN

La réforme du secteur de la sécurité peut contribuer aux efforts de consolidation de la paix déployés au Yémen en donnant aux parties les moyens de répondre aux problèmes les plus urgents en matière de sécurité et d'apaiser les craintes de part et d'autre grâce à une vision commune du processus à long terme de GSS/RSS. En 2019, le DCAF a commencé à offrir un soutien global aux acteurs yéménites et au bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies, afin d'évaluer les principaux besoins à court et long termes en matière de sécurité, d'examiner les questions pertinentes et de réfléchir à différentes solutions possibles. En complément des processus déjà en place, l'initiative du DCAF a pour objectif de permettre aux parties de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au conflit tout en jetant les bases d'une paix durable.

Avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada

Europe et Asie centrale

Le DCAF travaille en étroite collaboration avec des gouvernements, des parlements, des institutions judiciaires, des prestataires de services de sécurité, des organisations de la société civile et des acteurs internationaux de toute l'Europe de l'Est, d'Asie centrale et de la région des Balkans de l'Ouest. Il s'emploie à accroître la responsabilisation du secteur de la sécurité, à consolider l'état de droit et à promouvoir le respect des droits de l'homme. Dans certains pays, il contribue directement au processus d'intégration euro-atlantique.



Les priorités du DCAF dans la région

Renforcer l'intégrité de la police et la coopération entre les forces de police de la région en matière de criminalité organisée, de terrorisme et de migration clandestine.

Accroître la responsabilisation des services de renseignement tout en renforçant les mesures de surveillance et de contrôle judiciaire dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Aider les parlements, les organes de contrôle et la société civile dans leurs efforts de responsabilisation à haut niveau tout en renforçant la coopération en matière de cybersécurité au moyen d'approches soucieuses de n'exclure aucune partie.

Aider les parlements, les institutions judiciaires et les prestataires de services de sécurité à tenir compte de la dimension de genre dans leurs activités et à garantir une représentation paritaire des hommes et des femmes.

Renforcer les capacités et les compétences techniques en matière de police et de maintien de l'ordre.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Renforcement de la coopération policière régionale

LIEUX DIVERS

Le DCAF a joué un rôle clé dans la rationalisation et l'amélioration de l'action policière régionale face à la grande criminalité et au crime organisé. Hébergé par le DCAF et composé de six pays de l'UE et de six pays hors UE, le Secrétariat de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est (PCC SEE) a continué à servir de plateforme de coordination chargée de renforcer la coopération opérationnelle. Des agents de police de différents pays, y compris des policiers en civil, ont été déployés dans les pays voisins. Les parties contractantes ont pris des mesures énergiques en vue de la mise en œuvre d'un accord sur l'échange automatisé de profils ADN, d'empreintes digitales et de données relatives à l'immatriculation des véhicules, en ratifiant le nouveau cadre juridique et en apportant des améliorations d'ordre technique.

Avec le soutien financier de la Norvège, du Liechtenstein, des Parties contractantes à la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-est (PCC SEE) et des fonds de l'IAP II de l'UE gérés par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Aide à l'élaboration d'une législation relative au secteur de la sécurité

UKRAINE

En 2019, le DCAF a apporté un soutien conséquent au parlement ukrainien, notamment au Groupe consultatif international, présidé par la Mission consultative de l'UE et le Bureau de liaison de l'OTAN. Il a examiné le projet de législation relative au secteur de la sécurité, notamment les lois ayant trait au renseignement, aux informations classées secrètes et aux services de sécurité ukrainiens. Plusieurs spécialistes du DCAF ont été déployés en Ukraine chargés de donner des avis sur la mise en œuvre de ces lois. Le Centre a également donné des conseils sur l'incidence des réformes du secteur du renseignement, notamment en ce qui concerne les changements structurels à introduire, la mise en place d'un solide mécanisme de contrôle parlementaire et l'accès aux informations confidentielles. Tout au long de l'année, le DCAF a organisé des consultations régulières aux niveaux stratégique et opérationnel.

Avec le soutien financier de la Suisse et de la Norvège



Le DCAF encourage une responsabilisation accrue et un meilleur contrôle du secteur du renseignement.

Association avec le consortium du Partenariat pour la paix et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

LIEUX DIVERS

Par le biais du consortium du Partenariat pour la paix (PPP), le DCAF a permis à des parlements d'améliorer le contrôle et la législation relative au secteur de la sécurité en apportant un soutien à des parlementaires de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kirghizistan, de la Moldavie, du Tadjikistan et de l'Ukraine. Le Centre a également organisé des séances de formation sur la lutte contre la corruption lors de la passation de marchés de défense et sur le respect des droits de l'homme dans les forces armées à l'intention d'organisations de la société civile d'États post-soviétiques. Il a poursuivi sa collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN dans le cadre de séances spéciales organisées lors des séminaires Rose-Roth qui se sont tenus en Turquie et en Belgique et en entamant une étude sur le contrôle parlementaire des services de renseignement militaire consacrée aux pratiques et procédures parlementaires dans les États membres de l'OTAN.

Avec le soutien financier de la Suisse et de l'Allemagne

Garantir un contrôle et une reddition de comptes efficaces

ARMÉNIE

Tout au long de l'année 2019, le DCAF a travaillé en étroite collaboration avec l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, des parties prenantes au niveau national et des acteurs internationaux sur le thème du contrôle du secteur de la sécurité. Le Centre et l'Assemblée nationale ont organisé de nombreuses tables rondes et séminaires axés sur la façon de garantir un contrôle et une reddition de comptes efficaces s'agissant du secteur de la sécurité arménien. Parmi les sujets abordés figuraient le budget de la défense, la gouvernance des services du renseignement, la classification des informations et les droits de l'homme. Le DCAF a également fourni un soutien spécialisé à la plateforme politique multipartite de l'OSCE visant à renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité dans le pays.

Avec le soutien financier de l'Allemagne

Renforcement de la gestion de la sécurité aux frontières

VARIOUS LOCATIONS

Il est essentiel que les pays soient en mesure de réagir efficacement face aux menaces liées à la gestion des frontières, notamment la criminalité transfrontalière, pour pouvoir jouer un rôle actif en tant que prestataires de services de sécurité au niveau régional. L'élaboration d'accords de coopération pour lutter contre la grande criminalité et le crime organisé en est une illustration. Les bonnes pratiques européennes sont elles aussi de plus en plus utilisées pour lutter contre la migration clandestine et la criminalité transfrontalière. En 2019, les activités du DCAF ont permis de renforcer la coopération avec les agences de l'UE. Elles ont conduit à la réalisation d'enquêtes criminelles et au démantèlement de réseaux organisés de traite d'êtres humains. Le Centre a également apporté son soutien à l'École des cadres pour la gestion de la sécurité des frontières de l'OSCE, à Douchanbé, dans le domaine de la GSS/RSS, en offrant notamment une expertise dans le cadre de la formation destinée aux hauts responsables.

Avec le soutien financier de la Norvège et des fonds de l'IAP II de l'UE gérés par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Renforcement de l'intégrité de la police

MOLDAVIE

Le DCAF travaille en étroite collaboration avec les États afin d'endiguer la corruption et de renforcer l'intégrité des institutions conformément aux principes modernes régissant le maintien de l'ordre. Les pays sont de plus en plus nombreux à solliciter l'aide du Centre dans la conception de grilles d'évaluation de l'intégrité des services de police, d'orientations stratégiques et de plans d'exécution. Le Centre contribue également à l'élaboration de plans d'action, à la formation de hauts fonctionnaires de police et au renforcement des capacités de formation continue à l'intégrité de la police. En 2019, le DCAF a renforcé la capacité de l'équipe en charge des questions d'intégrité du ministère moldave de l'Intérieur à dispenser des formations sur l'intégrité de la police fondées sur les principes et les méthodes de GSS/RSS élaborés par le Centre.

Avec le soutien financier de la Suisse et de la Norvège

Renforcement de la cybersécurité dans les Balkans de l'Ouest

BALKANS DE L'OUEST

Désormais dans sa deuxième année, le projet 2018-2021 du DCAF baptisé « Renforcer la gouvernance de la cybersécurité dans les Balkans de l'Ouest » vise à encourager la bonne gouvernance, la coopération et le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité. En 2019, le Centre a réuni des parlementaires et assistants parlementaires de toute la région autour d'une réflexion sur les enjeux de la cybersécurité et sur les exigences en matière de contrôle. Les équipes d'intervention d'urgence en matière de sécurité informatique jouant un rôle crucial en matière de cyberdéfense, le DCAF s'est employé à les consolider au niveau institutionnel et au niveau du personnel ; il a également contribué à une mobilisation accrue des secteurs public et privé et des pays des Balkans de l'Ouest en faveur de la cybersécurité.

Avec le soutien financier du Royaume-Uni

Appui à la réforme du secteur du renseignement

MACÉDOINE DU NORD

Le DCAF a contribué au renforcement de la législation sur le renseignement et à la mise en place de nouvelles structures exécutives et de contrôle. Le parlement est désormais plus actif et participe régulièrement aux activités de contrôle des services de renseignement. En 2019, des juges et des procureurs ont élaboré un ouvrage intitulé *Benchbook on Implementation of Measures for Communications Interception* (Manuel de référence sur la mise en œuvre de mesures d'interception des communications) qui leur permet d'appliquer des normes plus strictes en matière de vigilance judiciaire en cas de demande d'interception de communications. En décembre, une conférence de haut niveau sur la réforme du secteur du renseignement – la première en son genre – a contribué à informer le public des premiers résultats de cette réforme et des défis qui restent à relever. Les réformes engagées ont également fait progresser la Macédoine du Nord dans ses aspirations à intégrer l'Union européenne.

Avec le soutien financier du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Suisse, de la Suède et le soutien supplémentaire de l'ambassade des États-Unis à Skopje

Contrôle judiciaire des mesures spéciales d'enquête

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Avant de faire appel à des mesures spéciales d'enquête, lesquelles sont fréquemment utilisées dans la lutte contre la grande criminalité, la corruption et le terrorisme, les services de police et du renseignement sont tenus d'obtenir un mandat judiciaire. En 2019, le DCAF s'est employé à renforcer la capacité du système judiciaire à faire respecter l'état de droit et les libertés individuelles en contrôlant de manière indépendante tout recours à ce type de mesures. Un groupe de travail composé de 22 juges, procureurs et juristes s'est régulièrement réuni afin d'évaluer les réglementations et pratiques pertinentes et d'élaborer des outils pédagogiques destinés à éclairer et orienter sur les pratiques judiciaires locales conformes aux normes et principes de la Cour européenne des droits de l'homme.

Avec le soutien financier de la Norvège



Il est essentiel que la GSS/RSS tienne compte de manière égale et concrète des besoins sécuritaires des femmes, des hommes et des minorités sexuelles.

Asie-Pacifique

Le DCAF appuie les activités nationales et internationales visant à améliorer l'intégrité et la responsabilité des forces armées et de la police et à renforcer la capacité des institutions de contrôle, comme les parlements ou la société civile. Le Centre s'emploie à promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité en encourageant la création de réseaux d'acteurs de la GSS/RSS actifs aux niveaux national, infrarégional et régional.



Les priorités du DCAF dans la région

Organiser des forums multipartites aux niveaux national, infrarégional et régional.

Renforcer les capacités des institutions de contrôle chargées du secteur de la sécurité.

Appuyer la réforme des institutions de sécurité en accordant une attention particulière à l'obligation de rendre compte.

Intégrer la perspective de genre dans les séances de formation et les réunions et promouvoir une représentation paritaire hommes-femmes en Thaïlande, aux Philippines et au Myanmar.

Le DCAF appuie la réforme de la police au Myanmar au moyen de formations sur le leadership et les droits de l'homme et en menant des enquêtes sur la cybercriminalité.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Établissement de réseaux et de partenariats infrarégionaux

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Dans le cadre de son projet pluriannuel baptisé « Promotion de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans la région Asie-Pacifique », le DCAF travaille en collaboration avec 21 institutions partenaires et associés aux niveaux national et infrarégional en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est. Le Centre a animé trois forums infrarégionaux au Népal, aux Philippines et en Corée du Sud. Chacun de ces forums a rassemblé de nombreux groupes de travail nationaux invités à participer à des échanges et des débats à l'échelle régionale sur les principaux défis et opportunités qui se présentent en matière de gouvernance et de réforme aux niveaux national, infrarégional et régional. De plus, tout au long de l'année, le DCAF a soutenu les activités de groupes de travail nationaux sur la GSS dans de nombreux pays, ce qui a permis de renforcer et de consolider les réseaux et partenariats nationaux et infrarégionaux et de définir les priorités s'agissant des activités nationales à mettre en place en 2020.

**Avec le soutien financier des fondations
Open Society**



Le DCAF met son expertise technique au service de processus de GSS/RSS pilotés par les pays.



Formation à l'intention d'acteurs clés du processus de paix au Myanmar

SUISSE ET MYANMAR

Le DCAF a dispensé trois formations à la GSS/RSS à l'intention d'acteurs clés du processus de paix au Myanmar. Il a également appuyé une visite d'étude d'une semaine à La Haye des membres du groupe de travail sur le secteur de la sécurité du Comité mixte de dialogue sur la paix de l'Union birmane en apportant des contributions s'inspirant d'une étude comparative du DCAF sur les secteurs de la sécurité dans les systèmes fédéraux. Le DCAF a également organisé à Genève deux semaines de formation intensive sur la GSS/RSS, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), les processus de paix et d'autres sujets connexes à l'intention de 24 officiers des forces armées du Myanmar. D'autres séances de formation à la GSS/RSS et au DDR ont été proposées à près de 100 acteurs clés et représentants de haut niveau des forces armées, des ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires frontalières, du parlement du Myanmar et des forces de police du Myanmar.

Avec le soutien financier du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE)

Collaboration avec des institutions du secteur de la sécurité

PHILIPPINES

Le DCAF a soutenu le renforcement des capacités de diverses institutions du secteur de la sécurité des Philippines. Compte tenu de l'importance actuelle de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité maritime, le Centre a organisé un atelier de deux jours sur ce thème en collaboration avec le Collège national de défense des Philippines et la Fondation Friedrich-Ebert. Il a également conçu et présenté un module sur « La gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et la réforme du secteur de la sécurité (RSS) : expériences internationales » dans le cadre d'une formation de deux semaines sur « La paix, la sécurité et le développement » à l'intention d'officiers supérieurs des forces armées des Philippines. Enfin, en collaboration avec le Philippine Public Safety College (PPSC), le DCAF a organisé la cinquième édition du séminaire annuel sur la gouvernance policière à l'École nationale de police des Philippines.

Avec le soutien financier de la Fondation Friedrich-Ebert à Manille



Échange de meilleures pratiques et d'enseignements entre partenaires de toute l'Asie du Sud-Est.



Collaboration en matière de GSS/RSS avec un large éventail d'acteurs nationaux et internationaux dans toute la région Asie-Pacifique.

Appui au renforcement des capacités des forces de police du Myanmar

MYANMAR

Dans le cadre du projet « Appui à la réforme des forces de police du Myanmar », le DCAF a concentré ses efforts sur le renforcement de la capacité des officiers de police à respecter, protéger et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Le Centre a élaboré une série de modules de formation à l'intention de 25 agents dans le cadre d'un cours sur les services de transport aérien, un module de formation sur le leadership à l'intention de 20 agents dans le cadre d'un cours sur les enquêtes en matière de cybercriminalité, un module sur les documents de référence traitant des procédures opérationnelles normalisées et d'autres règlements fondamentaux destiné à 20 agents dans le cadre d'un cours sur les premiers intervenants dans le cadre d'enquêtes sur la cybercriminalité, et un module sur les détournements d'avion et le droit international à l'intention de 20 agents de la police de l'air. En outre, 50 officiers ont participé à une formation de haut niveau de deux semaines sur l'analyse stratégique et du contexte, ainsi qu'à une formation d'une semaine sur le leadership.

Avec le soutien financier du projet MYPOL de l'Union européenne

Appui au renforcement des capacités en matière de contrôle parlementaire

MYANMAR

Le DCAF a organisé une série d'ateliers sur deux jours visant à renforcer la capacité des parlementaires et de leurs collaborateurs en matière de contrôle parlementaire et de législation relative à la police. Les ateliers ont porté sur le contrôle parlementaire du droit pénal, la réalisation d'études sur l'impact de la réglementation et l'examen du droit pénal et de sa mise en œuvre afin de mieux cerner le processus d'examen, de mise à jour et de modification des lois relatives à la police. Le Centre a également organisé une série d'ateliers sur deux jours à l'intention des parlementaires et de leurs collaborateurs sur le rôle crucial des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité et les processus de paix.

Avec le soutien financier du projet MYPOL de l'Union européenne

Amérique latine et Caraïbes

En 2019, le DCAF a soutenu la police, les parlements nationaux et la société civile de la Colombie et du Honduras en développant leurs capacités et en promouvant l'adoption de normes et de bonnes pratiques. L'objectif est de rendre le secteur de la sécurité plus efficace, transparent et soucieux de n'exclure aucune partie, et de faire en sorte que les autorités compétentes en assurent un contrôle juste et responsable envers les citoyens.



Les priorités du DCAF dans la région

Renforcer l'efficacité institutionnelle et l'intégrité des services de police selon une approche fondée sur le respect des droits de l'homme.

Promouvoir la prestation par la police de services de sécurité qui tiennent compte des spécificités de genre et des besoins de l'ensemble des citoyens.

Aider les organes législatifs à assurer un contrôle efficace du secteur de la sécurité.

Aider la société civile et les institutions de sécurité à promouvoir l'égalité hommes-femmes et à lutter efficacement contre la violence à caractère sexiste.

Mitú, Colombie : des femmes autochtones se réunissent pour définir ensemble les priorités des femmes de leur communauté en matière de sécurité.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Promouvoir la bonne gouvernance au sein de la police nationale du Honduras

HONDURAS

Grâce à son programme consultatif pluriannuel à l'intention des forces de police et aux activités de son bureau spécialisé de Tegucigalpa, le DCAF a apporté un soutien stratégique et technique au processus de réforme en cours au sein de la police nationale du Honduras. Des éléments clés de la bonne gouvernance sont ainsi progressivement intégrés dans les plans stratégiques et opérationnels de l'institution. Le Centre a contribué au renforcement de l'organe de contrôle externe de la police hondurienne. Il a également mené une analyse interne qui a ensuite servi de base à la révision de son plan stratégique institutionnel et à la

création de nouveaux plans de formation et de communication, tous bénéficiant du soutien du DCAF. Parallèlement, il a veillé à la viabilité et à l'appropriation du processus au niveau local en créant au sein de la police des groupes de travail officiels sur l'intégration de la dimension de genre et le contrôle interne. Toutes ces activités ont permis de jeter les fondements d'un plan de modernisation et d'une auto-évaluation sur la prise en compte des questions de genre par l'institution. Ces deux projets s'appuieront sur les outils pédagogiques conçus par le DCAF, notamment le Guide d'auto-évaluation sur le genre et la Boîte à outils sur l'intégrité de la police, tous deux disponibles en espagnol

Avec le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)

Honduras : rassemblement à l'occasion de la Journée du ruban blanc, la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.





Améliorer le dialogue sur la sécurité entre les femmes en milieu rural et la police

COLOMBIE

Avec l'appui de son partenaire local, la Corporación de Investigación y Acción Social y Económica (CIASE), le DCAF a mené des consultations et mis en place des ateliers de renforcement des capacités sur le genre et la sécurité. Organisés dans dix zones rurales touchées par le conflit armé qui sévit dans le pays, ces rencontres s'adressaient à femmes de tous âges et de toutes origines ethniques. Sur la base des résultats obtenus, le Centre élabore à présent des recommandations adaptées à l'intention de la police afin que les femmes de ces régions rurales aient un meilleur accès aux services de sécurité. Il crée également des tables rondes de dialogue entre des groupes de femmes et la police. Parallèlement, il a proposé des ateliers de renforcement des capacités innovants à plus de 80 policiers sur des sujets aussi variés que les comportements masculins, la consolidation de la paix, le règlement des conflits ou l'appartenance ethnique. Face au succès de ces ateliers, la police colombienne a demandé de nouvelles formations. Elle a également pris l'initiative d'échanger avec la police nationale péruvienne sur les méthodes découvertes lors de ces ateliers.

Avec le soutien financier du ministère norvégien des Affaires étrangères

Encourager une meilleure prise en compte de la question du genre dans les services de police

COLOMBIE

Le DCAF aide la police nationale colombienne à réaliser une auto-évaluation sur la prise en compte des spécificités de genre, la première jamais réalisée dans la région Amérique latine et Caraïbes. Cette évaluation servira de référence pour l'élaboration – et l'évaluation des progrès réalisés en la matière – d'un ensemble de recommandations à l'intention de la police de manière à combler les lacunes et à profiter de toutes les occasions qui se présenteront pour promouvoir des mesures intégrant la dimension genre et ce, aussi bien au sein des forces de police qu'auprès du grand public. Dans le cadre de ce projet, et à l'occasion de la première Conférence sur « la consolidation de la paix, le genre et la police » organisée par la police colombienne, le DCAF, en collaboration avec l'ambassadeur norvégien, a remis des prix à dix policières d'exception de huit régions différentes de la police nationale colombienne en reconnaissance de leur contribution à l'amélioration des relations entre la police et la population.

Avec le soutien financier du ministère norvégien des Affaires étrangères

Visite d'une « maloca » traditionnelle de la communauté autochtone du « 12 octobre » reconstruite avec l'aide de la police nationale colombienne.





Colombie : remise de prix d'excellence à des policières lors de la première Conférence sur la consolidation de la paix, le genre et la police organisée par la police nationale.

Renforcement du rôle du Congrès dans le contrôle du secteur de la sécurité

COLOMBIA

En collaboration avec ses partenaires, la Folke Bernadotte Academy et l'ambassade de Suède, le DCAF a organisé plusieurs ateliers de renforcement des capacités à l'intention de membres du Congrès colombien afin d'échanger des outils, des bonnes pratiques et des données d'expérience sur le contrôle du secteur de la sécurité. Spécialement destiné aux conseillers et assistants du Congrès colombien, le premier atelier traitait des principes fondamentaux de la GSS/RSS et du rôle du corps législatif dans le contrôle du secteur de la sécurité. Le deuxième atelier

s'adressait aux législateurs et à leurs conseillers ; il a permis d'échanger sur les relations entre civils et militaires, sur la sécurité humaine et sur l'intégration de la dimension de genre. Le DCAF a également mené une brève auto-évaluation du parlement qui a permis aux participants de réfléchir et d'échanger des idées sur l'importance du contrôle législatif. Grâce à ces ateliers, le DCAF a pu toucher au total 66 participants de 8 partis politiques différents, tous horizons politiques confondus. Il réalise actuellement une étude préliminaire sur le contrôle législatif du secteur de la sécurité en Colombie dont la publication est prévue pour 2020.

Avec le soutien financier de la Folke Bernadotte Academy (FBA) et du budget ordinaire du DCAF.

Atelier sur le renforcement des capacités en matière de contrôle du secteur de la sécurité à l'intention de membres du Congrès colombien.



Mécanismes de financement commun

Le DCAF gère plusieurs mécanismes de financement commun nés des besoins spécifiques d'un donateur et étayés par des priorités géographiques ou thématiques :

Le Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Créé en 2012, le Fonds d'affectation du DCAF pour l'Afrique du Nord (Trust Fund for North Africa, ou TFNA) offre aux États d'Afrique du Nord une assistance en faveur de la réforme de leur secteur sécuritaire afin de prévenir et éliminer tout risque d'instabilité, de fragilité et de violence. Le TFNA est un mécanisme de financement conjoint conçu pour soutenir les activités du DCAF en Égypte, en Libye, au Maroc et en Tunisie. Il a pour but d'apporter une réponse flexible, rapide et à long terme, aux demandes d'assistance provenant de gouvernements locaux, de parlements, d'institutions de sécurité, de la société civile et de communautés. Il compte parmi ses membres la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse.

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits de l'homme du DCAF (SHRIM)

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits de l'homme (Security and Human Rights Implementation Mechanism, ou SHRIM) est un fonds d'affectation spéciale multi donateurs. Il a pour objectif d'améliorer les pratiques en matière de sécurité et de respect des droits de l'homme sur le terrain dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises. Il soutient les acteurs locaux de manière cohérente, durable et efficace sur le plan administratif, en s'appuyant sur la participation de donateurs engagés. Grâce au SHRIM, l'expertise unique du DCAF contribue à la création de mécanismes internationaux multipartites visant à aider les acteurs locaux à mettre en œuvre des programmes sur la sécurité, le développement et les droits de l'homme dans des pays en situation de fragilité.

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (International Security Sector Advisory Team, ou ISSAT) du DCAF apporte un soutien pratique à la communauté internationale dans les efforts qu'elle déploie pour améliorer les services de sécurité et les systèmes de justice, essentiellement dans des pays touchés par des conflits ou en situation de fragilité. Pour ce faire, elle aide les États membres et les institutions à soutenir les processus de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice dans les pays partenaires, elle contribue aux activités des organisations multilatérales et régionales et elle encourage le respect des bonnes pratiques et des principes régissant la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice. (Pour plus d'informations sur les activités de l'ISSAT, voir la section « Partenaires bilatéraux »).



Aide aux acteurs internationaux

Le DCAF aide les acteurs internationaux à accroître l'efficacité et la cohérence de leur appui aux processus de RSS engagés et pris en charge au niveau national.



Partenaires bilatéraux

En 2019, la collaboration entre le DCAF et les acteurs bilatéraux a essentiellement porté sur le renforcement de l'efficacité de leur appui aux programmes de GSS/RSS. Pour ce faire, le Centre a réalisé des analyses approfondies, des évaluations et des études préliminaires en s'appuyant sur son expérience opérationnelle. Il a également proposé des activités de formation et de perfectionnement professionnel visant à accroître la capacité des acteurs internationaux à mieux soutenir les processus de GSS/RSS.



Il est important de travailler en étroite collaboration avec les communautés pour mieux cerner les causes profondes de la violence et prévenir les conflits.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Évaluation du projet sur la justice pour mineurs de la Suède

ALBANIE

La police nationale suédoise a demandé au DCAF d'étudier l'état d'avancement de son projet sur la justice des mineurs en Albanie en s'appuyant sur l'évaluation de référence initialement conçue par le Centre. Placé sous la houlette de l'Autorité de police suédoise et mis en œuvre conjointement par le ministère public, le Service pénitentiaire et de la probation ainsi que l'Administration judiciaire de la Suède, ce projet repose sur une approche gouvernementale innovante et vise à aider à résoudre des problèmes liés à des jeunes en conflit avec le système judiciaire et de droit pénal. L'évaluation qui a été réalisée s'est penchée sur l'efficacité du projet, sur les résultats obtenus et sur la pertinence des activités mises en place.

Mandat confié par la Suède

Réalisation d'une étude préliminaire sur la GSS/RSS au Moyen-Orient

LIEUX DIVERS

Le DCAF a réalisé une étude documentaire préliminaire sur les secteurs de la sécurité et de la justice de l'Iraq, de la Jordanie, du Liban et du Yémen. Fondée sur une approche stratégique, cette étude a porté sur l'appui international aux programmes de sécurité et de justice mis en place dans ces pays. Elle s'est efforcée de mettre en évidence les tendances, les défis et les lacunes en matière d'aide internationale.

Mandat confié par le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège

Examen stratégique du projet sur le renforcement de l'intégrité

UKRAINE

Le DCAF a aidé le ministère norvégien des Affaires étrangères à passer en revue un projet sur le « Renforcement de l'intégrité dans le secteur de la défense » actuellement mis en œuvre par le Centre norvégien pour l'intégrité dans le secteur de la défense sous l'égide du ministère norvégien de la Défense. L'examen a porté sur le contexte actuel de la réforme, sur les défis et opportunités liés aux réformes en cours en vue de renforcer les systèmes de gestion des achats et des ressources humaines au sein du ministère de la Défense, et sur les premiers résultats du projet.

Mandat confié par la Norvège

Évaluation du NORLAU (Norwegian Rule of Law Advisors to Ukraine Probation Project)

UKRAINE

Le ministère norvégien des Affaires étrangères a demandé au DCAF d'évaluer les activités mises en œuvre par ses soins pour soutenir la réforme du secteur judiciaire en Ukraine, notamment l'instauration d'un service de probation et une augmentation du nombre de peines de substitution. L'étude a porté sur les mesures prises sur les plans politique, stratégique et technique. Les résultats ont indiqué que des progrès notables avaient été réalisés, surtout par rapport à de précédents programmes mis en œuvre en Moldavie (NORLAM) et en Géorgie (NORLAG). De fait, le projet avait tenu compte des principaux enseignements tirés de ces programmes, notamment s'agissant de la nécessité d'une approche simplifiée et mieux structurée et d'axes prioritaires mieux définis.

Mandat confié par la Norvège

Recensement des mesures en matière de gouvernance, de justice et de sécurité

LIEUX DIVERS

Le DCAF a dressé un inventaire des mesures en matière de RSS prévues par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASDI) afin de bien cerner le contenu de ses principaux programmes de RSS, notamment en matière de gouvernance et de réformes des secteurs de la sécurité et de la justice et de l'obligation de rendre compte pour les acteurs concernés. Cet inventaire a porté sur la période 2013-2018 et sur de vastes zones géographiques ; il avait pour objectif de mettre en évidence les lacunes et les possibilités et de réfléchir à des solutions pour que les programmes de RSS de l'agence soient davantage axés sur la prévention des conflits.

Mandat confié par la Suède

Mieux comprendre le lien entre prévention des conflits et GSS/RSS

LIEUX DIVERS

En 2019, le DCAF a lancé un projet visant à rendre concret le lien entre prévention des conflits et GSS/RSS en étudiant les cadres de fragilité des grands acteurs afin de mettre au jour leurs lacunes et difficultés communes. L'objectif est de mieux comprendre comment les programmes de GSS/RSS contribuent à la prévention des conflits et des situations de fragilité. Grâce à la création d'une base de données sur les indicateurs relatifs à la réforme des secteurs de la sécurité, de la justice et de la gouvernance - composée de 17 ensembles d'indices et de cadres - il a été possible de déceler quelque 800 indicateurs au total. En 2020, le Centre entend approfondir cette approche en identifiant de grands indicateurs relatifs aux programmes de GSS/RSS bénéficiant du soutien de donateurs pour intégrer les préoccupations en matière de prévention des conflits dans les zones en situation de fragilité ou exposées à des conflits.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT (Danemark, Allemagne, Irlande, Pays-Bas, Slovaquie, Suède, Suisse et Royaume-Uni)

Renforcement des capacités au moyen de formations sur la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice

LIEUX DIVERS

En 2019, le DCAF a dispensé des cours d'initiation et de perfectionnement sur la GSS/RSS en Autriche, en Finlande et au Royaume-Uni. Ces formations avaient pour objectif de permettre aux participants de renforcer leurs capacités et leur réflexion stratégique et de les encourager à faire part de leurs points de vue et de leur expérience sur les tendances et les pratiques en matière de GSS/RSS. En Autriche et en Finlande, les cours ont été dispensés dans le cadre du Collège européen de sécurité et de défense (CESD).

Mandat confié par la Finlande, l'Autriche et le Royaume-Uni

Partenaires : Centre autrichien d'études sur la paix et la résolution des conflits, ministère autrichien de la Défense, Centre international des forces de défense finlandaises, 77e Brigade du ministère de la Défense du Royaume-Uni

Mise en lumière des bonnes pratiques et des difficultés en matière de sélection du personnel

LIEUX DIVERS

Suite au recensement des systèmes de détachement de personnel civil des États membres de l'UE dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) réalisé en 2018, le DCAF a présenté ses conclusions aux délégués du CivCom à Bruxelles ainsi qu'aux représentants de la Direction de la gestion des crises et de la planification (CMDP) et de la Capacité civile de planification et de conduite (CPCC) du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) de l'Union européenne. Ce mandat a permis de mettre en lumière les bonnes pratiques mais aussi les difficultés liées à la sélection du personnel compétent, notamment en ce qui concerne la nécessité de créer un environnement propice au détachement de personnel, à une meilleure gestion des carrières et à l'optimisation des déploiements à l'international.

Mandat confié par l'Irlande



La lutte contre la corruption et le renforcement de l'intégrité institutionnelle sont au cœur des principes modernes de maintien de l'ordre.

Efficacité du conseil en GSS/RSS dans des environnements complexes

LIEUX DIVERS

En collaboration avec InterPeace, le DCAF a dispensé une nouvelle formation pilote sur l'efficacité du conseil afin de renforcer les capacités des conseillers. Cette formation a souligné la nécessité de faire preuve de compétences et aptitudes relationnelles accrues pour soutenir la mise en œuvre de stratégies de GSS/RSS d'initiative locale. Le Centre a également participé à une conférence internationale sur le conseil stratégique en matière de développement et de renforcement des capacités des forces de police organisée par le Centre d'excellence pour les unités de police de stabilité (CoESPU). Il a en outre contribué à des tables rondes sur différentes questions de pédagogie liées à la formation sur l'efficacité du conseil et aux nouveaux enjeux mondiaux en matière de conseil stratégique.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT (Danemark, Allemagne, Irlande, Pays-Bas, Slovaquie, Suède, Suisse et Royaume-Uni) et l'appui supplémentaire de la Suède, de la Suisse, de l'Allemagne et des Pays-Bas

La GSS/RSS et la prévention de l'extrémisme violent

LIEUX DIVERS

En 2018, le DCAF avait conçu une formation sur le lien entre la GSS/RSS et la prévention de l'extrémisme violent. Dans le prolongement de cette initiative, en 2019, deux cours pilotes ont été dispensés, le premier au Mali (en français) et le second aux Pays-Bas (en anglais). L'objectif est de créer un réseau de professionnels dotés des connaissances et des outils pratiques nécessaires pour mieux cerner les moteurs de l'extrémisme violent, et de leur permettre d'élaborer des programmes plus complets et mieux ciblés pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent.

Mandat confié par la France, la Suisse, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas

Aligner les méthodes sur les meilleures pratiques actuelles

LIEUX DIVERS

Le DCAF a affiné ses méthodes, lesquelles constituent un outil fondamental pour l'élaboration de lignes directrices, afin d'intégrer ses propres données d'expérience et celles d'autres acteurs dans les programmes relatifs à la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité. La nouvelle méthode permettant de dresser un état des lieux, les donateurs peuvent ainsi se faire une idée plus précise des mesures prises en matière de réforme des secteurs de la sécurité, de la justice et de la gouvernance par secteur, thème et zone géographique. En 2020, le Centre continuera d'adapter et d'améliorer les différentes méthodes qu'il emploie.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT (Danemark, Allemagne, Irlande, Pays-Bas, Slovaquie, Suède, Suisse et Royaume-Uni)

Le DCAF favorise le renforcement des capacités en GSS/RSS et une coordination accrue entre partenaires multilatéraux.

Poursuite de la refonte de la formation phare du DCAF sur la gouvernance et la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice

VARIOUS LOCATIONS

Le DCAF a poursuivi la refonte de sa formation supérieure sur la gouvernance et la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice (GRSJ) – notamment en ce qui concerne les procédures liées la résolution de problèmes, à l'esprit critique et à l'application des méthodes de GRSJ – afin d'améliorer les pratiques aussi bien sur le terrain qu'au siège. Dans un souci d'efficacité, cette formation révisée comprendra moins de théorie et davantage d'activités interactives. Elle sera axée sur la mise en application de connaissances et d'outils et encouragera l'esprit critique, la prise de conscience et une meilleure compréhension des enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de la GSS/RSS. Cette nouvelle formation sera inaugurée en mars 2020 à la United Nations Training School Ireland (UNTSI).

Mandat confié par le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège



L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité

Créée en 2008, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (International Security Sector Advisory Team, ou ISSAT) apporte à la communauté internationale un soutien pratique, sur les plans stratégique et opérationnel, dans les efforts qu'elle déploie pour appuyer les processus de GSS/RSS au niveau national.

Elle intervient dans quatre grands domaines : appui consultatif sur le terrain, formation et perfectionnement professionnel, diffusion et partage du savoir, et appui stratégique. En collaboration avec 23 États/organisations membres, elle œuvre au renforcement de la capacité de ces acteurs bilatéraux et multilatéraux à

appuyer les processus de GSS/RSS en se fondant sur les bonnes pratiques à l'international. En 2019, forte de ses compétences spécialisées et de l'expérience de terrain accumulée au fil des ans, elle a pu venir en aide à de nombreux membres.

L'ISSAT a été très fréquemment sollicitée pour soutenir dans la durée des programmes de bailleurs de fonds en cours d'exécution, notamment pour mener des analyses ou des évaluations. Elle s'est également attachée à étoffer et consolider ses partenariats avec de grands acteurs de la GSS/RSS comme l'Union africaine, l'Union européenne ou les Nations Unies. Ces efforts constants au fil des ans ont produit des résultats tangibles en 2019.



LES PRIORITÉS DE L'ISSAT EN 2020

Appuyer l'adoption de programmes sur la justice et la sécurité à la fois évolutifs et politiquement engagés de la part des membres du Comité de direction.

Poursuivre la consolidation des activités engagées en 2019 pour favoriser la coordination entre les membres du Comité de direction.

Élargir son éventail d'approches et d'exemples à l'intention des membres du Comité de direction sur les différentes façons d'appuyer la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice.

Poursuivre le renforcement de la capacité des membres du Comité de direction à détacher des conseillers en matière de sécurité et de justice.

L'ISSAT a fourni un appui aux processus sur le terrain déployés dans les pays suivants :



Albanie



Bosnie



Gambie



Iraq



Jordanie



Liban



Liberia



Madagascar



Mali



Moldavie



Ukraine



Yémen

L'ISSAT a directement soutenu les institutions et membres du Comité de direction suivants :



Allemagne



Autriche



Danemark



Finlande



France



Irlande



Pays-Bas



Norvège



Royaume-Uni



Slovaquie



Suède



Suisse



Union Africaine



Union Européenne



OSCE



Organisation des Nations Unies



Banque Mondiale

Partenaires multilatéraux

En 2019, le DCAF a poursuivi sa collaboration avec ses partenaires multilatéraux afin de renforcer l'efficacité et la cohérence de leur appui aux processus de RSS mis en place au niveau national. La coopération avec les Nations Unies, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a joué un rôle prépondérant en la matière.



Travaux de recherche stratégique menés pour le compte du groupe du DOMP en charge de la RSS

NATIONS UNIES

En 2019, le DCAF a poursuivi les travaux de recherche stratégique qu'il avait entamés à la demande du groupe en charge de la RSS du Département de maintien de la paix des Nations Unies (DOMP). Dans le cadre d'une première étude, il a passé en revue l'expérience de différents pays en matière d'intégration d'anciens combattants dans le secteur de la sécurité. Les premiers résultats de cette étude ont été présentés à New York lors d'une réunion visant à faire connaître aux États membres et aux représentants des Nations Unies les répercussions de cette expérience sur les politiques et les pratiques (voir la section « Politiques et recherche »). La seconde étude donnera une vue d'ensemble des différentes formes de soutien à la réforme du secteur de la défense des Nations Unies grâce à un examen des mandats du Conseil de sécurité et des rapports par pays établis par le Secrétaire général. Cette étude fait partie du processus d'examen officiel de la politique relative à la réforme du secteur de la défense des Nations Unies de 2011, lequel est mené par le groupe en charge de la RSS en coordination avec l'Équipe spéciale inter-institutions des Nations Unies pour la RSS, notamment le Bureau des affaires militaires.

Avec le soutien financier de la Slovaquie, de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF

Partenaires : En sus des donateurs ci-dessus mentionnés, le groupe du DOMP en charge de la RSS et d'autres membres de l'Équipe spéciale inter-institutions des Nations Unies pour la RSS

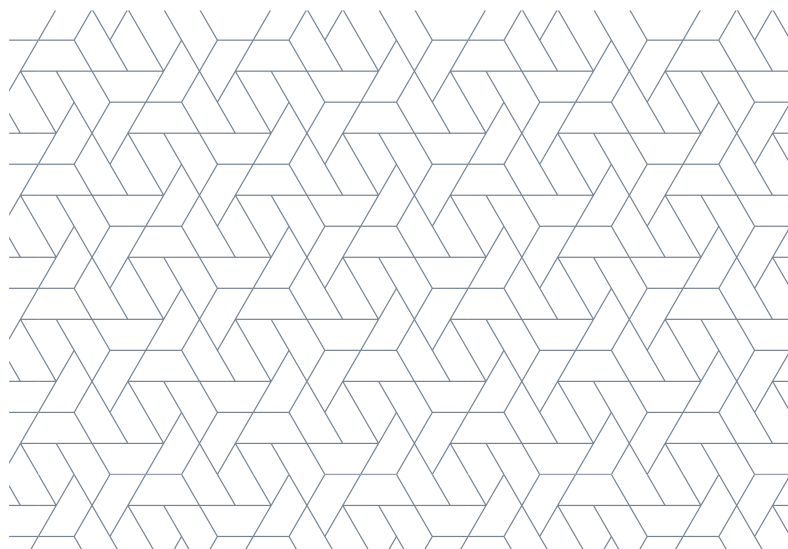
Le DCAF apporte un soutien concret pour améliorer la sécurité et la justice, principalement dans les États en situation de fragilité ou touchés par des conflits.

Encourager des programmes de GSS/RSS intégrant la problématique du genre

NATIONS UNIES

Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et la Force de police permanente des Nations Unies ont demandé au DCAF de les aider à organiser un atelier sur l'égalité des genres et l'état de droit dans les situations de conflit et d'après-conflit. Cette demande faisait suite au soutien déjà offert par le Centre en 2018. L'atelier a porté sur les outils permettant de réaliser des analyses et des évaluations techniques intégrant la problématique du genre, sur l'élaboration de programmes et d'interventions tenant compte des spécificités de genre et sur la finalisation d'un projet de système de suivi et de rapport sur l'intégration de la perspective du genre.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT et le soutien supplémentaire des Nations Unies



Offrir des services de maintien de l'ordre efficaces et responsables est essentiel pour assurer la sécurité des citoyens dans les États en situation de fragilité ou touchés par des conflits.

Évaluation de plusieurs institutions de Gambie pour le compte de l'Union européenne

UNION EUROPÉENNE

Fort de sa présence en Gambie et de son expertise dans la réalisation d'évaluations, le DCAF était le mieux placé pour mener une évaluation des ressources humaines du Service de l'immigration, des forces de police, des forces armées, du service du renseignement et des ministères de la Justice, de la Défense et de l'Intérieur de la Gambie. Ces évaluations, qui ont porté sur les capacités, l'efficacité, l'efficacité et la responsabilité de chacune des institutions, prévoyaient également une vaste enquête de satisfaction des agents du secteur de la sécurité. Les résultats ont non seulement permis d'ouvrir la voie à de nouveaux programmes de l'Union européenne mais aussi à étayer le dialogue sur les politiques en matière de GSS/RSS entre l'UE et la Gambie.

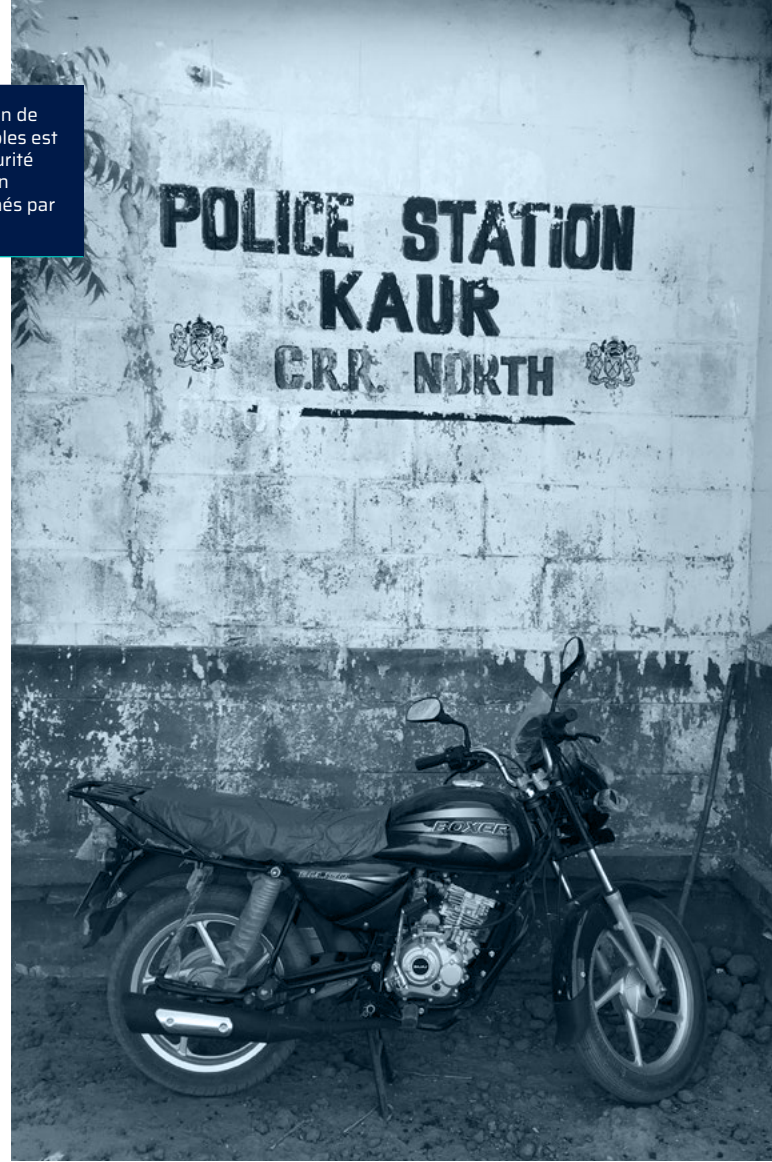
Mandated by: EU Instrument contributing to Stability and Peace

Renforcement du partenariat entre le DCAF et le Conseil académique exécutif du CESD en charge de la RSS

UNION EUROPÉENNE

Le Collège européen de sécurité et de défense (CESD) dispense dans toute l'Union européenne des activités de formation sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), laquelle fait partie intégrante de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Depuis 2011, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (IISAT) est membre du groupe de travail sur la RSS du Conseil académique exécutif de CESD. Ses relations avec ce groupe de travail se sont intensifiées avec la mise en place réussie de cours d'initiation et de perfectionnement en Autriche et en Finlande. Le DCAF a également contribué à l'élaboration d'un plan de travail concernant la formation à la coordination de la société civile en matière de GSS/RSS en appui à des missions relevant de la PSDC.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT



Pilotage du partenariat avec l'IGAD sur l'assistance en matière de GSS/RSS

IGAD

Le DCAF a renforcé les composantes en charge de la GSS/RSS dans toute l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) en aidant l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à encourager les processus de GSS/RSS dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie régionale de paix et de sécurité. Dans le cadre d'une phase pilote de collaboration, le Centre a renforcé la capacité des équipes de l'IGAD à dispenser une formation régionale sur l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et la sécurité, ainsi qu'une formation nationale sur la GSS/RSS à l'intention de hauts responsables somaliens. Le prochain programme d'assistance devrait porter sur l'élaboration de politiques, le conseil et l'appui aux programmes.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT, et le soutien supplémentaire du Danemark et de l'Allemagne

Séance inaugurale du Comité de pilotage de l'UA en charge de la RSS

UNION AFRICAINE

Le Département Paix et Sécurité de l'Union africaine a demandé au DCAF de soutenir l'inauguration officielle du Comité de pilotage de l'UA en charge de la réforme du secteur de la sécurité, créé pour faire suite aux recommandations du Forum africain sur la RSS de 2018. Le Centre a fourni des conseils stratégiques sur la définition du mandat du Comité. Il a également contribué à la conception de la manifestation et à l'élaboration de mécanismes d'établissement de rapports et de contrôle de la qualité.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT

Début de la mise en œuvre des recommandations du rapport du Secrétaire général de l'OSCE sur la GSS/RSS

OSCE

Après que la présidence slovaque de l'OSCE eut mis l'accent sur l'importance de la GSS/RSS, le DCAF a été amené à jouer un rôle accru en 2019. Il a contribué à l'élaboration du tout premier rapport du Secrétaire général de l'OSCE sur la GSS/RSS, rendu public en mars. Il a également animé un atelier à l'intention de représentants du Groupe des amis de la GSS/RSS de l'OSCE et des correspondants de l'OSCE en charge de la RSS qui avait pour objectif de définir les prochaines étapes de la mise en œuvre des recommandations du rapport. Enfin, le Centre a contribué à la Conférence de la Présidence de l'OSCE sur la RSS qui s'est tenue à Bratislava en septembre. Une partie de ses interventions ont été reprises dans la Déclaration de la Présidence sur la GSS/RSS devant le Conseil ministériel.

Avec le soutien financier de la Slovaquie, de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF

Promotion de la paix, la sécurité et la stabilité

UNION AFRICAINE

Dans le cadre de l'aide en matière de RSS apportée chaque année à la Commission de l'Union africaine (UA), le DCAF a soutenu l'équipe chargée de concevoir et de mettre en œuvre le Séminaire de haut niveau de l'UA intitulé « Réforme et gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique : évolution des principes et des pratiques découlant des interventions de prévention des conflits et de rétablissement et de consolidation de la paix ». Le Directeur du DCAF a participé à l'événement et a partagé les propres expériences du Centre en matière de GSS/RSS appliquée à la prévention des conflits et à la reconstruction post-conflit.

Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT et de la Direction du DCAF

Renforcement de l'appui des institutions multilatérales aux processus de RSS

NATIONS UNIES, UNION EUROPÉENNE, OSCE

Le DCAF a apporté son soutien à l'ONU, l'UE et l'OSCE dans la mise en œuvre de l'une des recommandations clés des travaux de recherche menés en 2018 sur les différentes approches des organisations multilatérales relatives à l'appui aux processus de RSS mis en place au niveau national. Alors que les cadres stratégiques des organisations multilatérales recommandent souvent de réaliser des évaluations conjointes, il ressort de l'étude que les efforts de mise en œuvre sont régulièrement entravés par une absence de méthodologie commune. L'OSCE a ainsi demandé au DCAF d'animer un atelier conjoint sur les méthodes d'évaluation à l'intention de hauts fonctionnaires de l'ONU, de l'UE et de l'OSCE afin d'encourager la réalisation d'un plus grand nombre d'analyses conjointes, notamment une interprétation commune des conclusions sur la façon d'adapter l'appui aux processus de RSS en fonction de situations particulières.

Avec le soutien financier de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF

Contribuer à l'élaboration d'une stratégie internationale

Le DCAF contribue à l'élaboration d'une stratégie internationale grâce à la production et à la diffusion de connaissances de pointe permettant de définir des normes, des règles et de bonnes pratiques en matière de GSS et de RSS.

Politiques et recherche

Le DCAF mène des travaux de recherche empirique et comparée axés sur l'élaboration de politiques sur des thématiques globales ayant trait à la GSS. Partout dans le monde, le Centre jouit d'une réputation d'expert dans plusieurs domaines, notamment la GSS/RSS et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les institutions de médiation et de contrôle démocratique, la GSS/RSS et les processus de paix ou encore les nouveaux défis en matière de sécurité, comme les migrations et la GSS/RSS.

En collaboration avec des organisations multilatérales, comme l'ONU ou l'OSCE, il s'emploie également à améliorer et harmoniser les programmes de GSS, notamment dans le cadre des Objectifs de développement durable sur le maintien de la paix.



Axes thématiques

Les Objectifs de développement durable et la GSS - appui à la mise en place de cadres multilatéraux au moyen de travaux de recherche et d'orientations politiques fondées sur des faits.

Les institutions de médiation - renforcement des capacités au sein des institutions de contrôle des forces armées.

La RSS et les nouveaux défis en matière de sécurité - étude de nouveaux domaines de recherche s'agissant de la GSS/RSS et apport d'éclairages innovants.

Les Nations Unies et la RSS - recensement des différents types de soutien à la RSS proposés par les Nations Unies, par exemple en intégrant la dimension de genre ou le respect des droits de l'homme.

Établir des liens entre une gouvernance efficace du secteur de la sécurité et une paix et un développement durables.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Promouvoir l'adoption de politiques et de pratiques fondées sur des faits

ÉTATS-UNIS

Afin de promouvoir l'adoption de politiques et de pratiques fondées sur des faits, la Folke Bernadotte Academy et le groupe du DOMP en charge de la RSS ont organisé un colloque sur l'articulation entre la recherche et la formulation de politiques de RSS dans des pays en situation de fragilité ou touchés par des conflits. Organisée à New York en septembre, cette rencontre visait à mettre en relation des chercheurs chevronnés issus d'universités et d'institutions internationales de premier plan avec des décideurs politiques et des acteurs de la RSS de manière à engager un dialogue sur les résultats des travaux de recherche et leurs répercussions sur les politiques et les pratiques. Le DCAF a été invité à présenter les résultats de l'étude qu'il mène sur la réintégration d'anciens combattants dans le secteur de la sécurité, mais aussi à rédiger le compte rendu après action de ce colloque en mettant en évidence les domaines dans lesquels des données probantes ont été recueillies et les pistes de recherche à explorer.

Avec le soutien financier de la Folke Bernadotte Academy et de la Suisse

Partenaires : Folke Bernadotte Academy, Groupe du DOMP en charge de la RSS

La RSS et les processus de paix

LIEUX DIVERS

En 2019, le DCAF a achevé un projet de recherche sur le lien entre la RSS et les processus de paix et les activités connexes en matière de sécurité (dont le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), la lutte antimines et le contrôle des armes légères et de petit calibre). Fondée sur une approche méthodologique mixte, l'étude a porté sur la question de savoir si les derniers processus de paix avaient intégré, négligé ou ignoré ces activités. Elle a débouché sur deux documents de synthèse : un rapport de recherche comprenant deux études de cas sur la Colombie et la République centrafricaine ainsi qu'un inventaire des dispositions en matière de RSS et de DDR figurant dans les accords de paix conclus entre 2000 et 2015 et un recueil d'idées en vue de l'élaboration d'un module de formation.

Avec le soutien financier de la Suisse et du DCAF

Partenaires : Center for Security Studies de l'ETH Zurich, Centre pour le dialogue humanitaire, Groupe de l'appui à la médiation des Nations Unies et Service de la médiation du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), Small Arms Survey, GICHD



Promotion de meilleures pratiques en GSS/RSS reconnues au niveau international.



Favoriser le dialogue multipartite sur la GSS/RSS dans les pays en situation de fragilité ou touchés par des conflits.

Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité de l'OSCE

AUTRICHE

Pour marquer le 25e anniversaire de l'adoption par l'OSCE du Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité, le DCAF a publié une étude visant à attirer l'attention sur cette importante mesure de confiance. Ce document présentait les résultats de travaux de recherche sur les éléments intra-étatiques en se fondant sur l'échange d'informations prévu au titre du Code de conduite entre les gouvernements des États participants de l'OSCE. L'objectif était de mieux cerner, à partir de données factuelles, la portée des dispositions prises par les États participants de l'OSCE depuis 2018 et de s'assurer que cet outil était utilisé aussi souvent que possible. Le Centre a présenté un projet de rapport lors du huitième Débat annuel sur la mise en œuvre du Code de conduite qui s'est tenu à Vienne. Les participants ont pu examiner le rapport et faire des suggestions. Le rapport a ensuite été modifié avant d'être publié et distribué.

Avec le soutien financier de l'OSCE

11e Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées

BOSNIE-HERZEGOVINE

Le DCAF et le Commissaire parlementaire aux forces armées de Bosnie-Herzégovine ont coorganisé à Sarajevo la 11e Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées (11ICOAF) sur le thème « Établir des institutions de médiation résilientes et durables ». Cette conférence a connu une participation record, avec plus de 100 participants venus d'une cinquantaine de pays. Des représentants d'institutions de médiation, des commissaires parlementaires, des inspecteurs généraux et divers spécialistes se sont penchés sur l'instabilité accrue des systèmes sociaux, économiques et politiques et ont réfléchi à la manière dont les institutions de médiation pouvaient accroître leur résilience pour faire face à cette évolution. Réunis en petits groupes, les participants ont partagé leurs expériences et leurs meilleures pratiques, élaboré des stratégies d'intervention innovantes et établi des partenariats afin de rester mobilisés au-delà de la conférence.

Avec le soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères, de l'ombudsman parlementaire pour les forces armées norvégiennes, du ministère norvégien des Affaires étrangères, du ministère néerlandais de la Défense et de la Fondation Konrad Adenauer (aide en nature)

Partenaires : Commissaire parlementaire aux forces armées de Bosnie-Herzégovine, Parlement de Bosnie-Herzégovine

L'ODD 16 et les organes de contrôle indépendants

SUISSE

En 2019, le DCAF a mis en place un projet sur trois ans, consacré à l'Objectif de développement durable 16 axé sur le lien entre la bonne gouvernance du secteur de la sécurité et la paix, la justice et la solidité des institutions. Son but était d'établir une relation entre les acteurs du contrôle du secteur de la sécurité et leur contribution à la bonne gouvernance et à la transparence tout en permettant aux acteurs de revoir leurs priorités stratégiques en fonction des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Aux termes de ce projet, la GSS constitue un outil extrêmement précieux pour la réalisation de l'ODD16 à l'échelle nationale et internationale, notamment en ce qui concerne les cibles 16.6 (Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux) et 16.7 (Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions). Le projet s'est également employé à favoriser l'élaboration d'une stratégie internationale en présentant les activités du DCAF au Forum régional sur le développement durable de la CEE-ONU (en mars, en collaboration avec l'OSCE et les Pays-Bas), au Forum de Stockholm sur la paix et le développement (en mai, en collaboration avec l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), au Forum politique de haut niveau des Nations Unies de New York (en juillet, en collaboration avec la Malaisie), ainsi qu'à la Semaine pour la paix de Genève (en novembre, en collaboration avec l'Organisation internationale de droit du développement).

Documents d'information sur la RSS

SUISSE

En 2019, le DCAF a complété sa série de documents d'information sur la RSS, un recueil d'informations succinctes et accessibles visant à aider les acteurs et décideurs à mieux cerner les principes fondamentaux de la GSS/RSS. Les sept nouvelles publications venues enrichir la série portaient sur la réforme du secteur de la défense, la réforme de la police, les institutions d'ombudsman, la société civile, les gendarmeries et les polices de type constabulaire, les processus de paix et la sécurité et la sûreté en milieu urbain.

Réforme du secteur de la sécurité et migrations

SUISSE

Dans le cadre de l'élargissement de son éventail d'activités sur la GSS/RSS et les migrations, le DCAF a organisé en collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) un séminaire annuel sur le thème « Le rôle de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans les migrations sûres, ordonnées et régulières » (juin). Ce séminaire, le 15e d'une série d'ateliers organisés par le DCAF et l'ONUG, visait à jeter des passerelles entre les secteurs du développement, de l'humanitaire et de la sécurité et à poursuivre l'intégration de la GSS dans le discours sur les migrations et la gouvernance en la matière. M. António Vitorino, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a prononcé l'allocution liminaire et, à l'occasion de sa dernière prise de parole en public en tant que Directeur général de l'ONUG, M. Michael Møller a formulé des remarques finales.

Conférence OSCE Focus 2019

SUISSE

En collaboration avec les ministères des Affaires étrangères albanais, italien, slovaque et suisse et en coopération avec le Center for Security Studies de l'ETH Zurich, le DCAF a organisé la conférence annuelle « OSCE Focus » sur le thème « Construire une vision de l'avenir ». Plus de 45 représentants de haut niveau de la communauté de l'OSCE, dont Thomas Greminger, Secrétaire général, ont participé à des débats ciblés, ouverts et francs sur les défis et les opportunités qui s'offrent actuellement à l'organisation. Ce séminaire sur deux jours organisé selon les règles de Chatham House donne l'occasion de mener une réflexion critique sur les principes fondamentaux de l'OSCE, de lancer de nouvelles idées et de jeter un regard neuf sur de « vieilles » problématiques. Cette conférence est également l'occasion de la passation de fonctions à la présidence de l'OSCE.



Genre et sécurité

En 2019, le DCAF a continué à œuvrer à la prise en compte des spécificités de genre dans l'élaboration de programmes de GSS/RSS et d'intégrer le principe de l'égalité des genres dans tous ses domaines d'activité.



Axes thématiques

Élaborer et utiliser des méthodes permettant d'évaluer le (non-)respect du principe de l'égalité des genres au sein des institutions de sécurité.

Aider les institutions nationales de sécurité à intégrer le principe de l'égalité des genres dans la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité.

Encourager les débats sur les politiques relatives au genre et à la sécurité à adopter au niveau international, le renforcement des capacités et la diffusion du savoir à tous les niveaux.

Fournir les orientations, les ressources et le soutien nécessaires pour intégrer le principe de l'égalité des genres dans toutes les activités du DCAF.

Il est essentiel que les processus de GSS/RSS tiennent compte à parts égales des besoins sécuritaires des femmes, des hommes et des minorités sexuelles.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Initiative Elsie – Lever les entraves au déploiement de femmes en uniforme dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU

LIEUX DIVERS

En partenariat avec l'Université de Cornell, le DCAF a élaboré la méthode MOWIP (Measuring Opportunities for Women in Peace Operations) visant à mettre au jour, au sein des pays fournisseurs de contingents et de forces de police, les facteurs qui favorisent ou entravent une participation plus importante des femmes aux opérations de paix des Nations Unies. Plusieurs partenaires nationaux ont entrepris d'expérimenter cette méthode auprès de la police, de la gendarmerie et des forces armées de huit pays : le Bangladesh, le Ghana, la Jordanie, la Mongolie, la Norvège, le Sénégal, l'Uruguay et la Zambie. Grâce à une étude de l'incidence relative d'une dizaine d'entraves d'ordre structurel et culturel au sein d'une institution donnée, cette méthode permettra de formuler des recommandations fondées sur des données factuelles visant à apporter un changement profond et durable pour la participation des femmes aux opérations de paix des Nations Unies.

Avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada et du ministère norvégien des Affaires étrangères

Appui à une évaluation spécifique du genre de l'ambiance de travail au sein des forces armées et du ministère de la Défense

GÉORGIE

Dans le cadre du Programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité, le DCAF et une équipe d'experts internationaux ont aidé le Groupe de travail en charge des évaluations du ministère géorgien de la Défense à concevoir et réaliser une évaluation de l'ambiance de travail au sein des forces armées. L'objectif était d'évaluer les politiques, les pratiques et les procédures employées et leur incidence, du point de vue masculin et féminin, sur l'ambiance de travail. Le projet comprenait une formation aux méthodes d'évaluation, à la collecte et au traitement des données et aux stratégies de communication. Les bonnes pratiques et les enseignements mis au jour en Géorgie et dans d'autres pays ont été rassemblés dans un guide sur les évaluations spécifiques sur le genre dans l'ambiance de travail au sein des forces armées. Le projet a débouché sur une série de recommandations visant à améliorer les conditions de travail, la satisfaction au travail et le moral des femmes et des hommes dans différents secteurs de l'armée.

Avec le soutien financier de l'OTAN



Intégrer le principe de l'égalité des genres dans l'élaboration de programmes de GSS/RSS.

Nouvelle Boîte à outils sur le genre et la sécurité

LIEUX DIVERS

Le DCAF a poursuivi l'élaboration de sa Boîte à outils sur le genre et la sécurité en partenariat avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et d'ONU Femmes. Cette publication comprendra neuf outils et quatre notes d'orientation rédigées par des experts indépendants et des collaborateurs du Centre. Fin 2019, quatre outils et deux notes avaient été finalisés et publiés sur le site du DCAF. Une partie des outils et notes d'orientation ont également été traduits en français. En octobre, le DCAF a participé à une présentation en avant-première de l'ouvrage au corps diplomatique des Nations Unies à New York. En novembre, la note d'orientation sur la réglementation relative à la place du genre dans les sociétés de sécurité privées a été présentée lors d'une manifestation parallèle organisée à Genève à l'occasion du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme. Le lancement officiel de la Boîte à outils aura lieu début 2020 ; il sera suivi d'activités promotionnelles tout au long de l'année.

Avec le soutien financier de ONU Femmes, du BIDDH/OSCE, du ministère du Développement international du Royaume-Uni (DFID) et du budget ordinaire du DCAF

Aider les institutions de sécurité à mieux intégrer la dimension de genre dans leurs opérations et procédures internes

MALI

Depuis 2017, le DCAF travaille en étroite collaboration avec le correspondant de la police malienne en charge de la problématique du genre. En 2019, le Centre a élaboré et dispensé une formation sur l'égalité entre les sexes à l'intention de tous les correspondants ayant pris leurs fonctions en début d'année, leur donnant ainsi les moyens de mieux s'acquitter de leur mission au sein de l'institution. Il a également aidé la Commission Genre de la Gendarmerie nationale du Mali à mener une auto-évaluation sur le respect de l'égalité hommes-femmes au sein de l'institution. Pour ce faire, il a apporté un soutien technique et formé des experts nationaux sur la base de son Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice. Les résultats de cette évaluation serviront de point de départ à l'élaboration d'un plan d'action en 2020 et permettront de définir les mesures prioritaires à mettre en place pour améliorer l'égalité des sexes au sein de l'institution comme dans ses opérations.

Avec le soutien financier des Pays-Bas et du ministère français des Affaires étrangères et européennes

L'Initiative Elsie Initiative étudie différents moyens d'accroître sensiblement la participation des femmes aux opérations de paix des Nations Unies.



Réponse judiciaire aux violences faites aux femmes en Ukraine

UKRAINE

Les activités sur les violences faites aux femmes et la violence domestique actuellement menées en Ukraine par le DCAF en collaboration avec son partenaire local, la Strada-Ukraine, ont abouti à l'élaboration, à l'expérimentation et à l'intégration de modules de formation dans le programme d'études de l'École nationale de la magistrature. En 2019, 263 magistrats de l'ensemble de l'Ukraine ont suivi une formation sur les violences conjugales. Des modules sur les violences faites aux femmes spécifiquement axés sur les nouvelles dispositions légales relatives aux crimes à caractère sexiste ont été conçus et mis à l'épreuve ; la formation devrait débuter début 2020. En partenariat avec l'École des procureurs, le Centre travaille également à la mise en place d'un atelier de formation d'instructeurs sur les violences faites aux femmes ; il devrait voir le jour en 2020. L'objectif est d'aider le système judiciaire à mettre en œuvre la nouvelle législation sur la criminalisation de la violence conjugale et d'autres formes de violences faites aux femmes dans le cadre de la Stratégie de réforme du secteur de la justice en Ukraine.

Avec le soutien financier de l'Union européenne

Renforcement des capacités sur le genre et la sécurité

LIEUX DIVERS

Tout au long de l'année 2019, le DCAF n'a eu de cesse de diffuser les connaissances, renforcer les capacités opérationnelles et faire évoluer les mentalités s'agissant de l'égalité entre les sexes dans le secteur de la sécurité. Il a par exemple dispensé des séances de formation dans le cadre du module sur un semestre intitulé « Une approche globale de l'égalité entre les sexes dans les opérations de maintien de la paix » proposé sous l'égide du Collège européen de sécurité et de défense ; une formation sur les comportements masculins et la consolidation de la paix dans le cadre d'un cours sur l'égalité entre les sexes, les conflits et la stabilité destiné aux agents de l'Unité de stabilisation du gouvernement britannique ; un atelier sur la problématique du genre à l'intention de tous les membres du Mécanisme international, impartial et indépendant sur la Syrie ; un atelier de formation d'instructeurs sur l'éducation et l'élaboration de programmes sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité à l'intention des membres du Centre nordique pour les questions de genre dans les opérations militaires ; ou encore plusieurs formations et conférences organisées à l'Office des Nations Unies et à la Maison de la Paix de Genève, dans le cadre par exemple de la Semaine pour la paix qui se tient tous les ans à Genève.

Avec le soutien financier de l'Espagne, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, et du budget ordinaire du DCAF



Faire de l'égalité entre les sexes un thème essentiel de la réflexion sur l'efficacité de la réforme du secteur de la sécurité.

Secteur privé et sécurité

Le DCAF aide les entreprises, les gouvernements et les collectivités à améliorer la sécurité, favoriser le développement durable et faire progresser les droits de l'homme. Il joue un rôle de premier plan au niveau mondial dans le renforcement du contrôle et de la transparence du secteur de la sécurité privée. Le Centre s'emploie activement à aider les entreprises qui interviennent dans des environnements complexes à relever les défis liés à la sécurité et aux droits de l'homme.



Axes thématiques

Élaborer des normes, des règles et de bonnes pratiques dans le domaine de la sécurité au sein du secteur privé.

Encourager une action multipartite réunissant entreprises, gouvernements et citoyens pour relever les défis en matière de sécurité et de respect des droits de l'homme.

Donner aux partenaires du DCAF les moyens de promouvoir le comportement responsable des entreprises grâce au renforcement des capacités.

Intégrer la dimension du genre dans les pratiques touchant à la sécurité et aux droits de l'homme.

Mine de Mutoshi, RDC : collaboration avec des partenaires locaux afin de promouvoir la sécurité et le respect des droits de l'homme.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

Appui au Code de conduite international et à son association

LIEUX DIVERS

Le DCAF a veillé à ce que les normes et principes énoncés dans le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoC) soient intégrés dans les nouvelles dispositions légales et politiques prises par certains pays (Trinité-et-Tobago, Madagascar) et encouragées auprès des autorités de réglementation d'autres États (Kenya, Nigeria, RDC, Pérou, Colombie). Dans le cadre de la collaboration du Centre avec différentes organisations régionales (dont l'UA, l'OCDE, l'OSCE, la Commission interaméricaine des droits de l'homme ou encore la CARICOM), le Code et les travaux de son Organe directeur (l'ICoCA) ont été systématiquement mis en avant, ce qui a permis d'encourager la mobilisation de nouveaux membres et la création de nouveaux partenariats. Grâce aux efforts déployés par le DCAF, certaines de ses organisations partenaires du Cameroun, de la RDC, du Guatemala, de la Guinée, de la Tanzanie et de Trinité-et-Tobago ont adhéré à l'ICoCA, ce qui a permis de consolider le pilier de la société civile de l'association.

Avec le soutien financier de l'Australie et du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE)

Le mécanisme multipartite visent à responsabiliser les entreprises de sécurité privées dans le secteur minier.

Note d'orientation sur l'intégration de la perspective de genre dans la réglementation des services de sécurité privée

LIEUX DIVERS

Au sein des collectivités, les activités des sociétés militaires et de sécurité privées et de leurs agents ont une profonde incidence sur les rôles dévolus aux hommes et aux femmes. Elles affectent les hommes, les femmes, les filles, les garçons et les minorités sexuelles de manière inégale et différente. Dans le même temps, on constate que la plupart des cadres et initiatives politiques et réglementaires n'accordent pas suffisamment d'attention aux questions de genre. Dans le cadre de sa Boîte à outils sur le genre et la sécurité, le DCAF a ainsi élaboré une note d'orientation pour aider les États à intégrer la perspective de genre dans la réglementation des services de sécurité privée. Ce document donne des orientations pratiques aux organismes de réglementation nationaux chargés d'élaborer ou d'adapter les textes de loi et les dispositions en matière de passation de marchés ou d'approvisionnement, ainsi que les procédures en matière d'autorisation, de contrôle et reddition de comptes.

Partenaires : OSCE-BIDDH et ONU femmes

Boîte à outils sur la cybercriminalité

LIEUX DIVERS

La boîte à outils visant à la mise en œuvre des Recommandations de Zurich-Londres sur La prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme en ligne du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) a été publiée. Commandée par les ministères des Affaires étrangères australien, britannique et suisse et conçue en partenariat avec l'Institut pour le dialogue stratégique, elle vise à contribuer au renforcement des capacités et au partage du savoir entre les différents acteurs gouvernementaux, en énonçant par quels moyens ils peuvent collaborer de manière efficace et durable avec la société civile et les entreprises spécialisées dans les technologies de l'information et de la communication. Le DCAF utilisera cette boîte à outils dans le cadre de ses activités dans les Balkans de l'Ouest, entre autres. Plusieurs organismes des Nations Unies envisagent également de l'intégrer dans leurs activités, tout comme l'OSCE.

Avec le soutien financier de l'Australie, de la division Politique de sécurité du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE) et du Royaume-Uni

Le DCAF aide les groupes de la société civile à déceler les problèmes en matière de contrôle et de réglementation des entreprises de sécurité privées.



Élaboration d'une nouvelle législation sur le secteur de la sécurité privée

TRINITÉ-ET-TOBAGO, MADAGASCAR

Dans le cadre d'un programme sur le renforcement des capacités techniques et les services d'appui à la mise en œuvre, le DCAF (en sa qualité de Secrétariat du Forum du document de Montreux) a fourni un appui consultatif national aux autorités gouvernementales de Trinité-et-Tobago et de Madagascar et les a aidées à élaborer une nouvelle législation nationale sur le secteur de la sécurité privée. Plutôt que de chercher à appliquer une approche universelle, cet appui consultatif s'est attaché à tenir compte de la situation particulière et des enjeux de chaque pays. Au nombre des services fournis figuraient la réalisation d'une étude préliminaire, l'analyse des lacunes au niveau des cadres réglementaires et politiques, la mise en réseau et l'engagement d'un dialogue multipartite, et la communication aux autorités nationales d'informations techniques sur la réforme des cadres juridiques et réglementaires.

Avec le soutien financier de Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE)

Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée : initiatives nationales

KENYA, NIGERIA, RDC, GUINÉE, TANZANIE

L'Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée (ci-après « l'Observatoire ») est un réseau d'organisations de la société civile (OSC) africaines ; soutenu par le DCAF, il vise à renforcer leur rôle en matière de promotion de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité privée. Partant du constat que le manque d'informations constituait l'un des principaux obstacles à l'action de la société civile, des membres de l'Observatoire du Kenya, du Nigeria, de la RDC, de la Guinée et de la Tanzanie ont été encouragés à dresser un état des lieux du secteur de la sécurité privée au niveau national ou régional. Les études menées par les différents pays ont permis de mettre au jour des problèmes urgents en matière de contrôle et de réglementation, de formuler des recommandations pratiques sur la manière de les résoudre, et de promouvoir un dialogue novateur entre les acteurs nationaux concernés.

Avec le soutien financier des fondations Open Society

Supplément thématique sur la sécurité privée à intégrer dans les Plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits de l'homme

LIEUX DIVERS

Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme énoncent les obligations incombant aux États en matière de protection des droits de l'homme et les responsabilités incombant aux entreprises en matière de respect des droits de l'homme. Compte tenu du risque élevé d'atteinte aux droits de l'homme lié aux activités de sécurité privée, il importe que les États accordent une attention particulière à ce secteur dans le cadre de leurs Plans d'action nationaux (PAN) sur les entreprises et les droits de l'homme. En conséquence, le DCAF et l'Institut danois pour les droits de l'homme ont élaboré un supplément thématique consacré à la gouvernance de la sécurité privée ; celui-ci donne des informations et formule des recommandations à l'intention des États et d'autres acteurs de la défense des droits de l'homme. Ce supplément a d'ores et déjà été utilisé par le Pérou dans le cadre de l'élaboration de son PAN.

Avec le soutien financier de Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE)

Mise en œuvre de bonnes pratiques en matière de sécurité et de droits de l'homme

LIEUX DIVERS

En 2016, afin de soutenir la mise en œuvre au niveau national de bonnes pratiques en matière de sécurité et de droits de l'homme, le DCAF a créé un fonds d'affectation spéciale multi-donateurs baptisé « Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits de l'homme » (SHRIM). Depuis cette date, et avec le soutien de bailleurs de fonds engagés et d'organisations partenaires sur le terrain, le Centre a mis en œuvre plus de 16 projets ayant une incidence sur 23 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Bien qu'ils ne soient pas officiellement liés à des initiatives internationales, plusieurs de ces projets appuient la mise en œuvre sur le terrain des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, comme la mise en place de plateformes locales multipartites pour relever les défis en matière de sécurité et de droits de l'homme, dans un souci de prévention, dans des pays comme le Pérou ou la RDC. Conscient de l'importance du SHRIM en termes de soutien à des initiatives durables et coordonnées au niveau local, le DCAF a signé un protocole d'accord avec l'Initiative des Principes volontaires relatifs à la sécurité et aux droits de l'homme qui fait du Centre le « partenaire d'exécution privilégié » de l'Initiative. Ce nouveau statut permettra au Centre de promouvoir les bonnes pratiques en matière de sécurité et de droits de l'homme, de jeter des passerelles entre différentes initiatives et, ce faisant, de maximiser l'impact des efforts déployés pour favoriser le comportement responsable des entreprises dans des environnements complexes.

Avec le soutien financier des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suisse et du Royaume-Uni

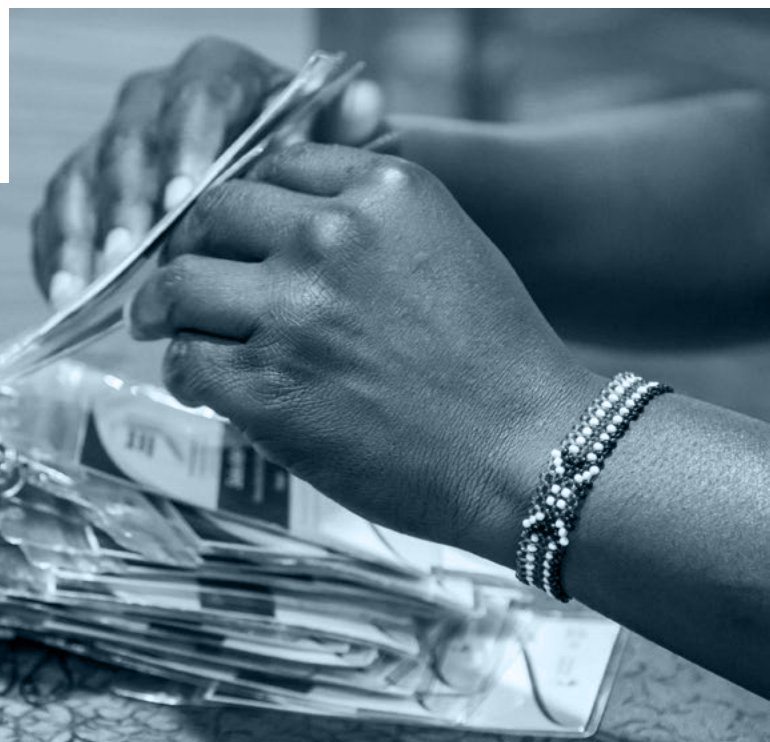


Appui à des mécanismes multipartites pour prévenir tout incident lié à la sécurité et aux droits de l'homme

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Grâce au SHRIM, son fonds d'affectation spéciale multi-donateurs, le DCAF soutient deux plateformes pluri-acteurs dans les provinces du Sud-Kivu et du Haut-Katanga. La mise en place d'activités régulières de renforcement des capacités et la collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile ont contribué à prévenir la survenue d'incidents liés à la sécurité et aux droits de l'homme comme ça a été le cas dans une exploitation minière du Sud-Kivu dans laquelle des éléments de l'armée ont pénétré illégalement et extorqué des mineurs artisanaux. La plateforme a joué un rôle décisif en servant de système d'alerte précoce. Elle a permis aux acteurs concernés d'appliquer une approche axée sur la prévention, ce qui a directement conduit au retrait de l'armée et permis aux mineurs et leurs familles de préserver leurs moyens de subsistance. Cet exemple parmi d'autres illustre de quelle manière l'appui à des mécanismes multipartites peut contribuer à la bonne gouvernance de la sécurité dans le secteur de l'extraction minière.

Avec le soutien financier du ministère néerlandais des Affaires étrangères et du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE)

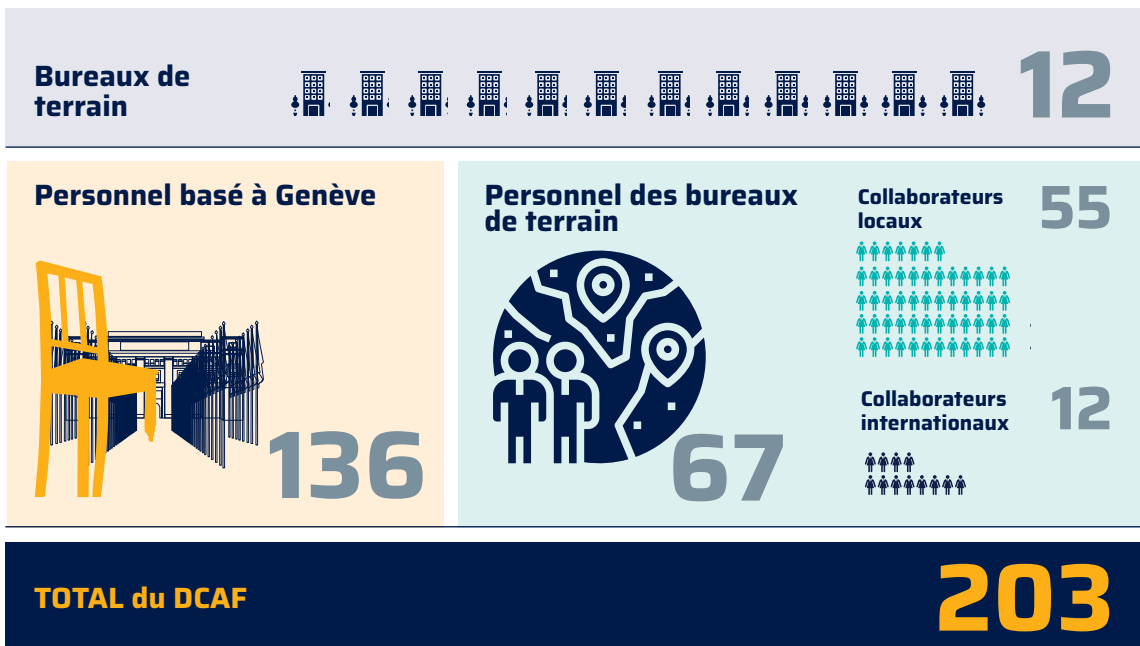


Ressources et Gouvernance

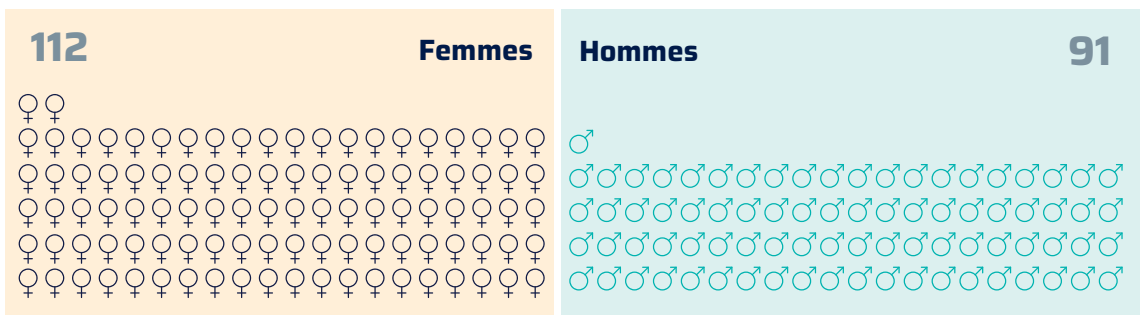
Nos collaborateurs

Les collaborateurs du DCAF sont et demeurent le principal capital de l'organisation. Ils apportent connaissances et innovation, partagent leur expertise et développent les partenariats. Le DCAF a créé un environnement de travail inclusif qui permet de valoriser leurs compétences et leur savoir-faire dont la diversité est un atout. Nos collaborateurs sont originaires de 42 pays différents répartis sur les six continents.

Nous nous attachons à mobiliser, conserver et développer des talents multiples, dotés des compétences et de l'expérience nécessaires pour mener à bien notre mandat et servir nos membres et partenaires. Le DCAF a pour objectif de favoriser un lieu de travail sûr et sain qui encourage l'égalité des genres dans toute l'organisation. Par ailleurs, nous encourageons nos différentes composantes à travailler ensemble sous la bannière d'un seul DCAF, témoignant ainsi au quotidien des valeurs qui sont les nôtres.



Diversité des genres : Tout le DCAF



Finance

Amorcée en 2017, l'amélioration des états financiers du DCAF, s'est poursuivie à un rythme soutenu en 2019. Le revenu total est passé de 26,6 millions à 32,1 millions de francs, soit une croissance d'environ 21 % en glissement annuel.

Cette progression est en grande partie due à une augmentation notable des financements en faveur de projets particuliers, ceux-ci passant de 14,5 à 20,2 millions de francs, soit une hausse de 40%.

Sur le plan financier, l'une des priorités financières du DCAF consiste à diversifier ses sources de revenus de sorte que le financement de la Suisse ne dépasse pas 55 % du budget total. Cet objectif a été atteint et dépassé en 2019.

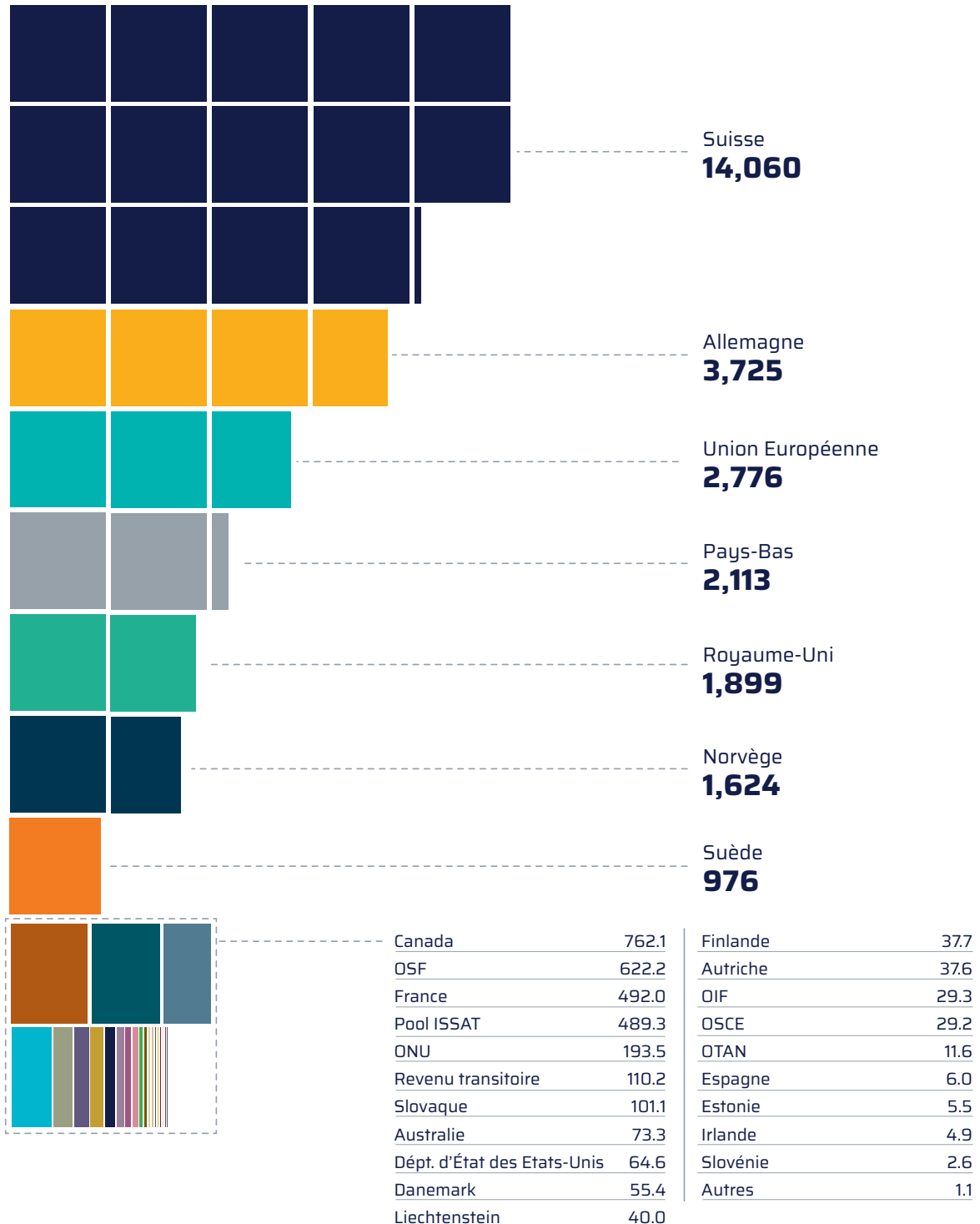
Des informations financières complètes, y compris le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie et le tableau de variation du capital, peuvent être consultés dans les états financiers audités du DCAF, disponibles sur le site web du DCAF.

COMPTE DE RÉSULTAT

	2019	2018
Revenu total	32'053'008	26'554'502
Total des dépenses d'exploitation	31'283'495	26'240'362
Solde des activités d'exploitation	769'512	314'139
Résultat financier net	369'123	217'704
Résultat hors exploitation	104'287	77'699
Résultat intermédiaire	296'102	18'736
Variation des fonds affectés	-0	-0
Résultat annuel avant variation des fonds dédiés	296'102	18'736
Variation des fonds dédiés	285'000	-0
Résultat de l'exercice	11'102	18'736

LES REVENUS DES CONTRIBUTIONS PUBLIQUES

En millions de CHF

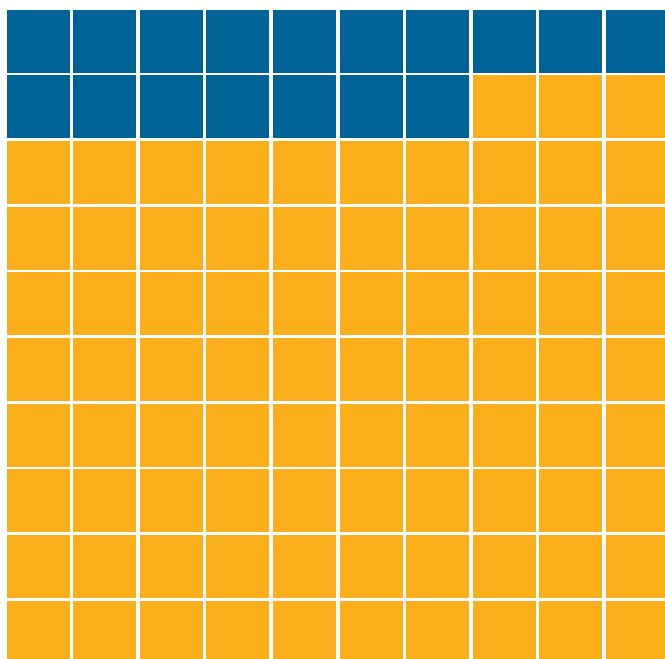


TOTAL
CHF **32'053'008***

*inclut 1 711 453 CHF de financement pour DCAF Ljubljana.

LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

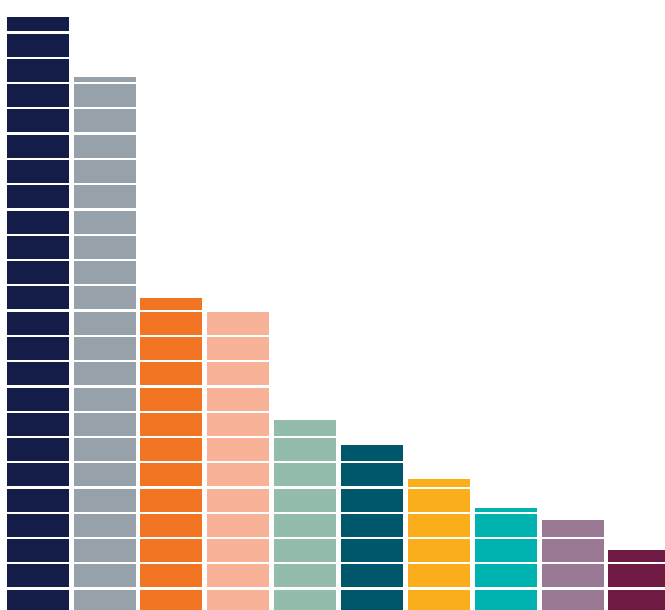
En millions de CHF



Gestion et Administration	4'970
Mandat du DCAF	26'313

MANDAT DU DCAF PAR SECTEUR

En millions de CHF








Moyen-Orient et Afrique du Nord	6'217
Europe et Asie centrale	5'597
Afrique subsaharienne	3'298
ISSAT	3'165
Entreprises et sécurité	2'025
Genre et sécurité	1'783
Asie Pacifique	1'415
Amérique latine et Caraïbes	1'081
Politique et recherche	1'033
Projet de l'Union Européenne	699

Contrôle interne et gestion des risques

Le DCAF accorde la plus grande importance à la gestion des risques dans tous les domaines : stratégie, sûreté et sécurité, juridique et conformité légale, ressources humaines, fraude et corruption, gestion de l'information, finances et collecte de fonds. Le DCAF vise en permanence à améliorer son système de contrôle interne financier en élaborant des politiques et des procédures appropriées.

En tant que commissaire aux comptes, PwC a vérifié les états financiers du DCAF - Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité - Genève -, constitués du bilan, du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie, du tableau de variation du capital et des notes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. PwC confirme que les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 reflètent fidèlement la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie conformément aux Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse ainsi qu'à l'acte de fondation et au règlement interne de la Fondation. Conformément à l'art. 83b al. 3 CC en relation avec l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et la Norme d'audit suisse 890, PwC confirme qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation. Leurs conclusions sont les suivantes :

Exécution et résultats de l'audit	<ul style="list-style-type: none"> • Nous avons présenté notre rapport sur les états financiers sans aucune réserve ni remarque. En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts. • Nous recommandons d'approuver les états financiers soumis à l'assemblée générale. • Nous avons examiné avec la Direction toutes les questions et observations pertinentes résultant de nos audits des états financiers. 	
Conclusions du système de contrôle interne (SCI)	<ul style="list-style-type: none"> • Le SCI a été pris en compte dans la planification de l'audit final • En outre, nous confirmons dans notre rapport d'audit l'existence du SCI sur la base des résultats de notre audit. 	
Erreurs identifiées	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune inexactitude susceptible d'avoir une incidence significative sur le processus de clôture ou les états financiers annuels n'a été identifiée lors de l'audit. 	
Fraude et suspicion de fraude	<ul style="list-style-type: none"> • Nous n'avons découvert aucune fraude suspectée ou réelle pendant l'audit. 	
Qualité de l'application du droit suisse et des Swiss GAAP RPC	<ul style="list-style-type: none"> • Au cours de notre audit final, nous n'avons relevé aucun problème concernant la qualité de la comptabilité et de la présentation des états financiers selon les Swiss GAAP RPC. Nous constatons que les comptes annuels sont conformes aux exigences du droit comptable. 	

LE CONSEIL DE FONDATION DU DCAF

Le Conseil de fondation du DCAF est l'organe suprême de l'organisation et comprend des représentants de 63 États membres et du canton de Genève. En plus des membres du Conseil de Fondation, l'Union interparlementaire et l'Organisation internationale de la Francophonie assistent aux réunions du Conseil bi-annuel en qualité d'observateurs.

Président du Conseil de fondation: Amb. (ret.) Véronique Bujon de l'Estang (France)

Member States

 Albanie (2000)	 Finlande (2000)
 Argentine (2009)	 France (2000)
 Arménie (2002)	 Canton de Genève (2000)
 Autriche (2000)	 Géorgie (2001)
 Azerbaïdjan (2002)	 Allemagne (2000)
 Biélorussie (2002)	 Ghana (2011)
 Belgique (2004)	 Grèce (2002)
 Bosnie Herzégovine (2001)	 Hongrie (2000)
 Bulgarie (2000)	 Indonésie (2007)
 Burkina Faso (2009)	 Irlande (2000)
 Burundi (2010)	 Italie (2001)
 Canada (2003)	 Kirghizistan (2011)
 Côte d'Ivoire (2001)	 Lettonie (2000)
 Croatie (2001)	 Liban (2007)
 Chypre (2008)	 Liechtenstein (2006)
 République Tchèque (2000)	 Lituanie (2000)
 Danemark (2002)	 Luxembourg (2003)
 Estonie (2000)	 Madagascar (2015)



Mali (2011)



Malte (2008)



Moldova (2002)



Mongolie (2014)



Monténégro (2006)



Pays-Bas (2001)



Niger (2018)



Nigeria (2000)



Macédoine du Nord (2000)



Norvège (2002)



Philippines (2011)



Pologne (2000)



Portugal (2003)



Roumanie (2000)



Fédération Russe (2000)



Sénégal (2011)



Serbie (2001)



Slovaquie (2000)



Slovénie (2001)



Afrique du Sud (2001)



Espagne (2001)



Suède (2001)



Suisse (2000)



Tunisie (2011)



Turquie (2003)



Ukraine (2000)



Royaume-Uni (2000)



États Unis (2000)

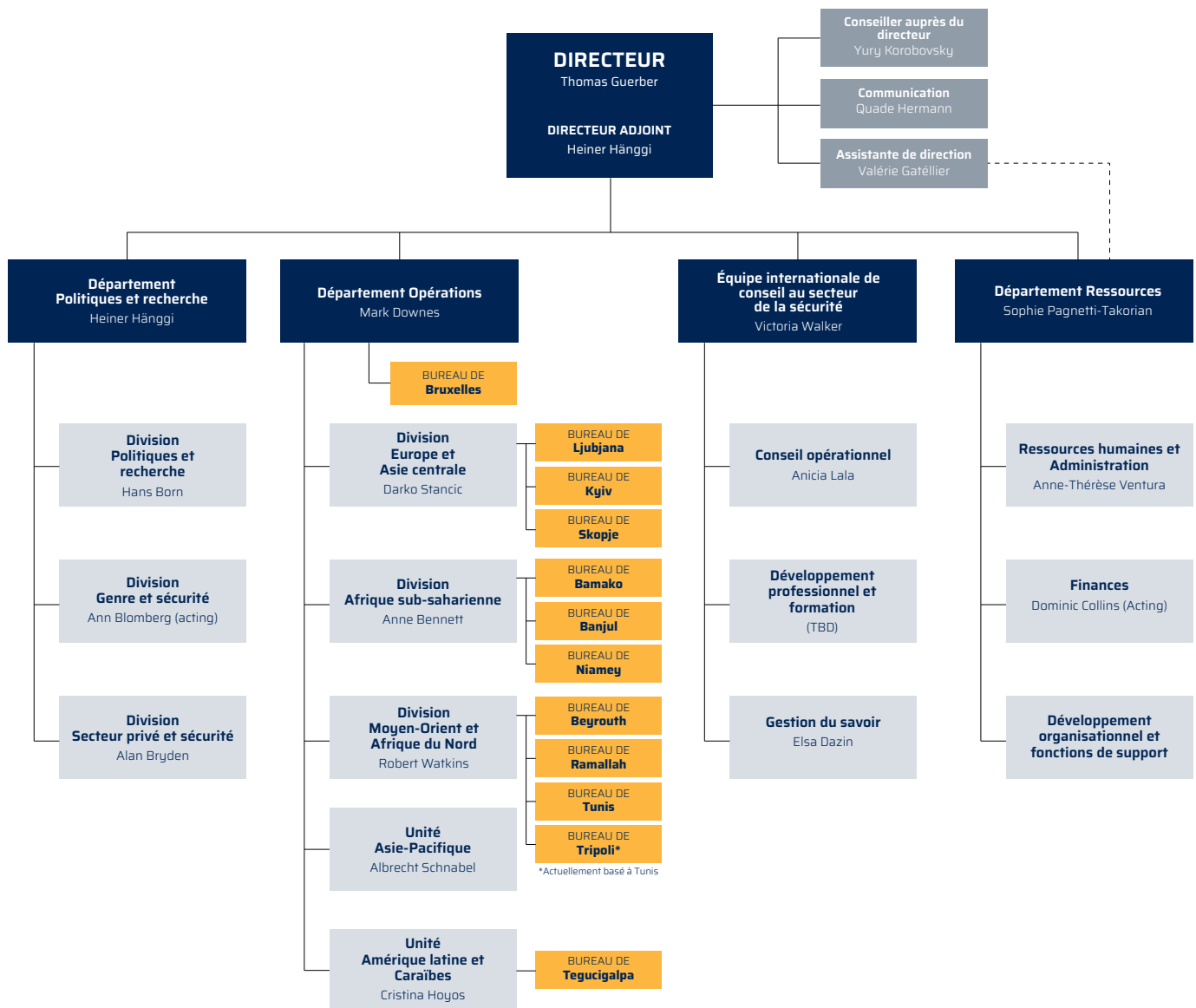
Observateurs



Inter-Parliamentary Union (2009)

Organisation internationale
de la Francophonie (2008)

Organigramme du DCAF





© DCAF - Geneva Centre for Security
Sector Governance 2020
ISBN 92-9222-499-9

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève
20^{ÈME} ANNIVERSAIRE

www.dcaf.ch

DCAF - Geneva Centre for Security
Sector Governance

Chemin Eugène-Rigot 2E
P.O. Box 1360
CH-1211 Geneva 1

 @DCAF_Geneva

